



défis Sud

Numéro 128 Bimestriel dec. 2015 jan. 2016 (ne paraît pas en février) Rue aux Laines, 4 1000 Bruxelles Bureau de dépôt Bruxelles X N° d'agrément: P307409



DOSSIER

Vouloir le lait et l'argent du lait

ALTERNATIVES À
LA NOUVELLE ALLIANCE
**Un entretien avec
Olivier De Schutter**

En bonus sur le site
internet de SOS Faim



Illustration © Yves Dewulf.

Un article de Défis Sud consacré au film «Bien manger, mais à quel prix?». Un documentaire pour dénoncer le surréalisme d'un système qui subventionne une production agricole en déficit pour le plus grand bonheur des hard discounters. A lire sur les pages Défis Sud de www.sosfaim.org

LE SAVIEZ-VOUS ?

Quel est le lien entre le lait et le réchauffement climatique ?

La question du réchauffement climatique est transversale, elle concerne toutes les problématiques, y compris, par exemple, celle du lait, traitée dans le dossier de cette édition de Défis Sud. Une étude publiée récemment par Oxfam* a ainsi démontré que la « politique climat » dont se targue la multinationale laitière Danone ne comprend aucun engagement clair et immédiat sur les émissions issues de la production agricole de matières premières telles que le lait ou le sucre qui sont fournis à Danone. Ces émissions agricoles représentent pourtant près de 60% de l'empreinte carbone de cette entreprise...

* « La politique climat de Danone : le flop avant la COP ». À lire sur oxfamfrance.org

ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT

À la fois un miracle et un désastre

En décembre 2015, au terme de la COP 21, l'Accord de Paris sur le climat a été adopté par 196 États. Il entrera en vigueur lorsque 55 pays comptant pour au moins 55% des émissions mondiales l'auront ratifié. Georges Monbiot, chroniqueur du quotidien britannique *The Guardian* écrit à propos de cet Accord: «*Quand on voit ce que ça aurait pu être, c'est un miracle; quand on voit ce que ça devrait être, c'est un désastre*».

Un miracle, car l'époque est tragique, le monde va mal, les guerres et le terrorisme font des ravages. Avant le lancement de la COP 21, dans ce contexte mondial désespérant, l'espoir d'obtenir un accord pour lutter contre le réchauffement climatique semblait illusoire. L'Accord existe pourtant, il faut s'en féliciter... Mais cet Accord est également un désastre, car l'on espérait que durant sa négociation, chacun rangerait ses intérêts au vestiaire. Malheureusement, comme il fallait s'y attendre, les négociations ont essentiellement été une affaire des gros sous. Les dimensions humaines du changement climatique se sont pratiquement retrouvées aux abonnés absents, ou elles ont seulement été évoquées pour la forme... La sécurité alimentaire, et plus généralement les droits de l'homme n'ont eu droit au chapitre que de façon extrêmement limitée, confinés dans le préambule de l'Accord...

Le réchauffement climatique est prouvé scientifiquement. Ce qui aurait donc dû être au centre des enjeux est le développement économique et social des pays les plus fragiles. Il s'agissait de faire des choix de société concernant la production, la consommation, le partage des ressources, le mode d'organisation des échanges, etc.

Quelques semaines après la conclusion de l'Accord, les critiques pleuvent. Les producteurs agricoles craignent de voir leurs ressources naturelles spoliées... Le texte évite de régler le sort des 'marchés du carbone', dont on sait qu'ils favorisent les accaparement de terres.

En septembre 2015, dans notre dossier consacré au réchauffement climatique, le scientifique Hans Rudolf Herren confiait à Défis Sud que «*nos leaders manquent totalement de courage*». Les négociateurs de l'Accord de Paris semblent ne pas avoir voulu démentir ses sombres prédictions...

Dans les années qui viennent, un travail de plaidoyer important sera nécessaire pour modifier les faiblesses de l'Accord de Paris. En novembre 2016, la COP 22 se tiendra au Maroc et traitera de l'agriculture: une question qui a jusque-là été écartée de toutes les négociations. Cette nouvelle échéance constituera un enjeu majeur.



Pierre Coopman,
rédacteur en chef de Défis Sud

Les négociations ont essentiellement été une affaire de gros sous.

sommaire

n° 128



ACTUALITÉS

Debout contre la « Nouvelle Alliance »

Les ONG du Nord et du Sud estiment que la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition est une initiative dangereuse pour les dix pays africains où sont mis en œuvre ces projets.

6 - 8



INTERVIEW

Explorer la troisième voie

Selon Olivier De Schutter, la révolution verte qui se met en place aujourd'hui en Afrique grâce à la Nouvelle Alliance veut entraîner l'agriculture sur la voie d'une commercialisation toujours plus forte.

9 - 11

Dossier

12 - 34

Vouloir le lait et l'argent du lait

INTRODUCTION

Les nouveaux déboires du lait

Les producteurs laitiers refusent de poursuivre la politique actuelle dans un contexte de compétition internationale féroce du « toujours plus » au coût le plus bas, au sein d'exploitations toujours plus grandes.

13 - 15

+ Téléchargez
ce Défis Sud sur ordinateur ou sur tablette,
en PDF interactif, avec des liens et de la
documentation supplémentaire sur les sujets
traités: www.sosfaim.org/be/publication



BOLIVIE **Evo ou le difficile exercice du pouvoir**

Dix ans après l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales, malgré quelques progrès notables, force est de constater qu'il reste du chemin à parcourir. Le gouvernement est de plus en plus proche des secteurs industriels et de l'agroproductivisme.

35 - 38



AGIR Plaidoyer des organisations de producteurs d'Afrique de l'Ouest pour réformer l'OMC. **39**

Directeur de la publication: Jean-Jacques Grodent. Rédacteur en chef: Pierre Coopman. Conseil éditorial: Laurent Biot, Philippe Baret, Christophe Brisme, François Cajot, Pierre Coopman, Freddy Destrait, Olivier Hauglustaine, Jean-Jacques Grodent, Marc Mees, Virginie Pissoort, Claire Stoeckel, François Vandercam. Collaborateurs: Charline Cauchie, Yves Dewulf, Mohamed Gueye, Emmanuel Juste, Inoussa Maïga, François Misser, Sabine Schrader, Patrick Veillard. Couverture: Philippe de Kemmeter. Rédaction: Rue aux Laines, 4, 1000 Bruxelles. tél. 32 (0)2 511 22 38 Réalisation: Studio Marmelade. Impression: Daddy Kate. Défis-Sud est une publication de SOS Faim. Défis-Sud est un forum où des auteurs d'horizons divers s'expriment sur les thèmes du développement. Tous droits de reproduction réservés. Les articles n'engagent que leurs auteurs. Les titres et les sous-titres sont parfois de la Rédaction.

E-mail: pco@sosfaim.org Site web: www.sosfaim.org

Imprimé sur papier recyclé. Éditeur responsable: Olivier Hauglustaine - rue aux Laines, 4 - 1000 Bruxelles. Défis Sud bénéficie du soutien de la Direction générale de la coopération au développement (DGD).

DE BELGISCHE
ONTWIKKELINGSSAMENWERKING .be

WALLONIE

Entre la traite et la comptabilité

Rencontre avec deux producteurs de lait wallons: Marc Decoster, qui vend son lait à une laiterie et Lucienne Courtain, qui a choisi le circuit court.

16-19

Les nouveaux syndicats laitiers

Les nouveaux défenseurs de la cause du lait se sont mis concrètement à l'ouvrage et ont formé de nouveaux syndicats.

20-22

Le business social de Danone en Afrique

«Danone Communities» est-elle uniquement une manière pour Danone d'aider l'Afrique? Ses projets n'y ont bien sûr pas qu'un intérêt philanthropique.

23-25

BURKINA FASO

La liste des contraintes s'allonge pour les mini-laiteries

Au Burkina Faso, les producteurs et transformateurs de lait sont motivés pour la survie de leur métier. Témoignages.

26-28

SÉNÉGAL

Contre l'invasion des multinationales du lait

Les producteurs de lait du Nord et du Sud souffrent des mêmes maux, causés par des situations quasi identiques. Dialogue entre producteurs de lait de Belgique et du Sénégal.

29-31

Peut-on réformer le secteur laitier?

Comment trouver de nouvelles solutions pour réformer le secteur laitier... Quelques pistes proposées par des experts.

32 -34

Debout contre la « Nouvelle Allia

Un article de **François Misser**

Au cours d'une audition au Parlement européen, le 1^{er} décembre 2015, consacrée à la « Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition », lancée en 2012 par le G8, les représentants de la société civile européenne et des organisations paysannes africaines ont tiré la sonnette d'alarme.

Dans cet article

Olivier De Schutter, chargé par la Commission du développement du Parlement européen d'un rapport sur la Nouvelle Alliance. Ancien rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation.

Bright Phiri, responsable de l'ONG Commons for Eco Justice (Malawi).

Edward Loure, membre de l'Ujamaa Community Resources Team (Tanzanie).

Jean-Pierre Halkin, chef d'Unité Développement rural, Sécurité alimentaire et nutrition chez Devco à la Commission européenne.

En marge des critiques exprimées par l'ancien rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, chargé par la Commission du développement du Parlement européen d'un rapport sur la Nouvelle Alliance, lancée avec pour objectif « d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en aidant quelque 50 millions de personnes en Afrique subsaharienne à sortir de la pauvreté d'ici 2022 » (voir interview page 9), nombre d'ONG du Nord et du Sud estiment l'initiative dangereuse pour les dix pays africains où sont mis en œuvre ces projets: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Malawi, Mozambique, Nigeria, Sénégal et Tanzanie.

Mettre les terres en gage

Ce partenariat entre gouvernements, entreprises et bailleurs de fonds qui vise à investir 8 milliards de dollars de fonds privés et 6 milliards d'argent public inquiète à plusieurs égards, en raison notamment de l'insistance formulée par le représentant de l'USAID, Marc Ellington pour l'octroi de droits fonciers forts en faveur des sociétés privées investissant dans le secteur.

Mais le problème, met en garde Olivier De Schutter est que les cadres de coopération adoptés par ces pays africains recommandent la titrisation de la propriété foncière avec le risque que la terre soit captée par les élites locales aux dépens de ses occupants et qu'on impose à ces derniers des taxes si lourdes qu'elles aboutissent à la mise en gage de ces terres et finalement à leur revente par les petits propriétaires pour payer les créanciers. Bright Phiri, responsable de l'ONG Commons for Eco Justice du Malawi dénonce le soutien de l'UE à travers la Nouvelle Alliance à l'éviction des paysans africains hors des terres communautaires pour les transformer en ouvriers agricoles. Durant l'audition, ActionAid a fait circuler un rapport accusant d'accaparement de terres trois sociétés opérant au Nigeria, Dominion Farms, PZ Wilmar et Okomu Oil Palm.

Ce même rapport dénonce aussi la stratégie nationale du Malawi soutenue par le Department for International Development britannique (DfID) qui consiste à allouer un million d'hectares aux fermes commerciales. ActionAid déplore en outre que l'Accord cadre de coopération signé par le gouvernement tanzanien avec la Nouvelle Alliance ait alloué 350 000 ha au consortium Southern Agricultural Growth Corridor, soutenu par Londres et Washington. Cela va bénéficier surtout à l'agrobusiness et risque d'encourager les accaparements de terres.

nce »

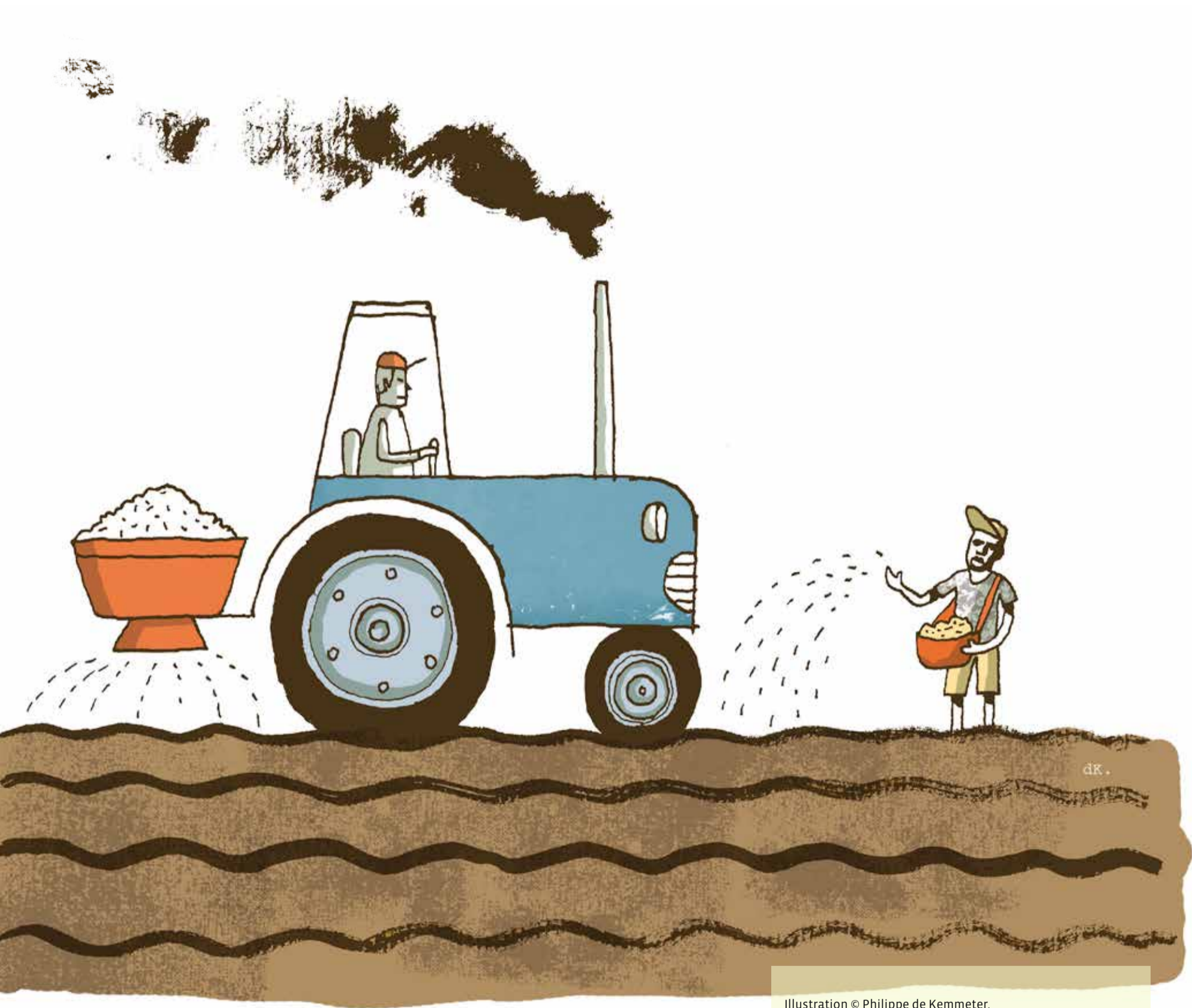


Illustration © Philippe de Kemmeter.

Un système qui favorise la circulation de semences génétiquement uniformes.

Agression commerciale

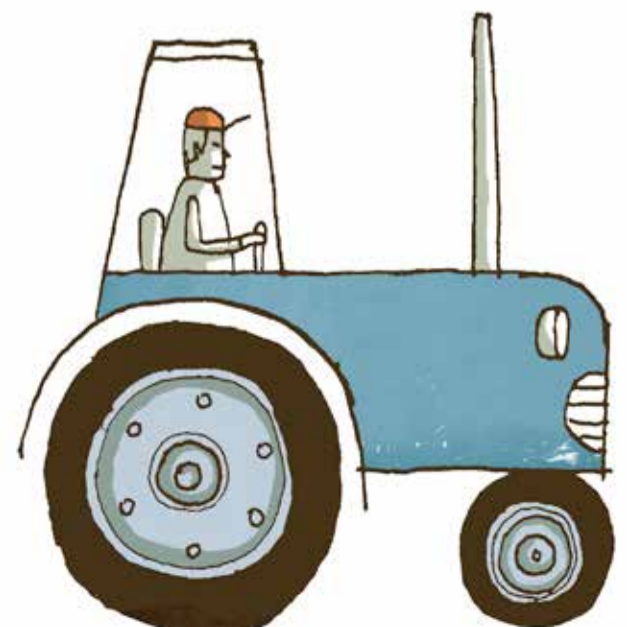
Edward Loure, membre de l'Ujamaa Community Resources Team (Tanzanie), estime qu'il faut absolument prendre garde à ne pas restreindre les mouvements des éleveurs et de leurs troupeaux. Car on risquerait alors d'encourager le surpâturage, prévient-il, mettant aussi en garde contre le danger que l'accroissement des surfaces des fermes commerciales ne se fasse au détriment de la sécurité foncière des occupants de terres communautaires.

Olivier De Schutter redoute également que ces projets insistant sur l'utilisation des semences commerciales n'entraînent une négligence des semences paysannes, si importantes pour la diversification de l'alimentation à l'échelle mondiale. Bright Phiri rappelle que 80% des semences sont produites et partagées par les paysans se livrant à l'agriculture de subsistance au Malawi. Il dénonce enfin le soutien de l'UE à «l'agression commerciale» contre les paysans africains, en introduisant dans les accords de partenariat économiques des clauses protégeant la propriété intellectuelle sur les semences améliorées avec le danger de dissémination et de dépendance qu'implique la participation à la Nouvelle Alliance du champion des OGM, Monsanto.

Appauvrissement de la diversité

Et tout cela survient, déplore l'Association des organisations de développement, en lien avec le Conseil mondial des Églises (Aprodev), dans un contexte où la société civile a été exclue des négociations sur les nouvelles lois semencières au Ghana et en Tanzanie. La même coupole dénonce également le fait que les réglementations du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa) soutenues par l'UE ont créé un système qui favorise la circulation de semences génétiquement uniformes, participant ainsi à l'appauvrissement de la diversité biologique.

Face à l'avalanche de critiques, Jean-Pierre Halkin, chef d'Unité Développement rural, Sécurité alimentaire et nutrition chez Devco à la Commission européenne, a justifié l'engagement de l'exécutif européen en faveur de la Nouvelle Alliance en arguant qu'il faut absolument augmenter la productivité en Afrique où l'accroissement de la production ne parvient pas à suivre le rythme de croissance démographique et celui des importations de produits alimentaires, ajoutant au passage que la Commission allait soutenir les organisations paysannes. ♦



ALTERNATIVE À LA « NOUVELLE ALLIANCE »

Explorer la troisième voie

Un entretien avec
Olivier De Schutter

Dans la révolution verte qui se met en place, c'est le secteur privé qui investit et dicte l'agenda...

Plutôt que de s'accrocher au statu quo ou de s'engager sur la voie hasardeuse de la révolution verte promue par la Nouvelle Alliance, l'ancien rapporteur de l'ONU pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, prône une troisième voie, celle de l'agroécologie.

Défis Sud: Vous venez de rédiger un rapport pour la Commission du développement du Parlement européen sur la Nouvelle Alliance, de quoi s'agit-il ?

Olivier De Schutter: La Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition a été lancée en 2012 au sommet du G8 de Camp David, sous présidence américaine, pour encourager le secteur privé à investir davantage dans l'agriculture en Afrique. C'est un mécanisme qui vise à aider les pays qui n'ont pas les budgets suffisants à faire progresser l'agriculture dans une direction qui veut la rendre plus commercialement rentable, la moderniser, sur le plan des technologies qu'elle utilise, en incitant le secteur privé à investir davantage dans les filières agroalimentaires. L'agriculture a été négligée en Afrique depuis pratiquement 40 ans.

C'est un secteur qui n'avait jamais été pris au sérieux et qui a été de moins en moins central dans les politiques de coopération au développement comme dans les stratégies du secteur privé. Il est donc normal qu'aujourd'hui, on veuille rattraper le temps perdu et qu'on veuille investir davantage pour augmenter la productivité. La question est cependant de savoir si la trajectoire de développement choisie est la plus durable, celle qui a le plus de chances de réduire la pauvreté rurale, ou si d'autres trajectoires de développement agricole auraient pu être préférées.

DS: Est-ce un axe majeur de la politique européenne ou américaine dans le tiers monde en matière d'agriculture ?

ODS: La Nouvelle Alliance est un des nombreux dispositifs qui existent aujourd'hui

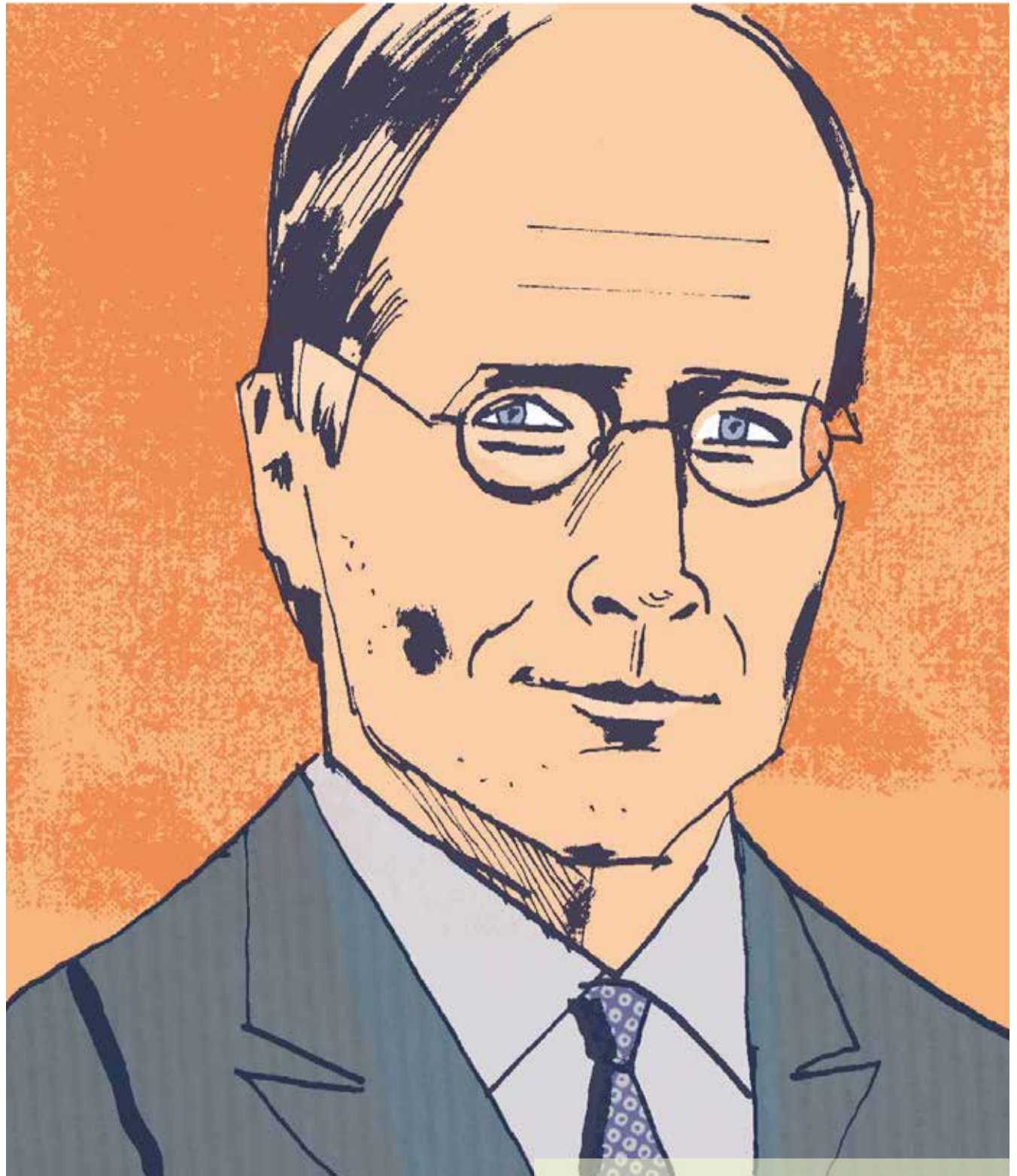
pour soutenir l'agriculture. Il concerne cependant dix pays d'Afrique qui se sont engagés à changer leur cadre pour accueillir l'investissement privé. Deux entreprises jouent un rôle majeur dans ce dispositif: la société norvégienne Yara International, qui produit des engrais, et la société suisse Syngenta, qui produit des semences et des intrants pour les agriculteurs. C'est au fond une alliance qui vise notamment à favoriser la pénétration par ces entreprises des nouveaux marchés qui s'ouvrent en Afrique.

DS: On a comparé la Nouvelle Alliance à une nouvelle Révolution verte...

ODS: C'est effectivement une nouvelle Révolution verte. Dans les années 1960-1970, dans les pays comme le Pakistan, l'Inde, les Philippines, où la révolution verte a été imposée, la production agricole a augmenté en volume de manière considérable. Ceci était nécessaire compte tenu de la croissance démographique très forte à laquelle on assistait dans ces pays. Aujourd'hui, c'est une révolution verte un peu différente qui se met sur pied puisque le secteur public est moins important que le secteur privé.

On demande au gouvernement de créer les cadres qui vont permettre au secteur privé d'investir mais l'essentiel de l'investissement vient du secteur privé. Par exemple, les semences ne sont pas des semences développées dans des centres de recherche agronomiques publics, mises à disposition des agriculteurs à des prix extrêmement bas comme c'était le cas lors des révolutions vertes des années 1960. Ce sont des semences développées par des sociétés commerciales

Un des dangers est que les petits agriculteurs ne profitent pas du développement.



Olivier De Schutter défend l'idée d'une agriculture familiale à petite échelle pour les pays du Sud.
Illustration © Philippe de Kemmeter.

qui veulent faire du profit et développer leur marché grâce à l'opportunité qu'offre pour elle cette nouvelle révolution verte.

DS: Il y a un risque de dépendance mais vous en avez identifié d'autres...

ODS: Il est vrai que la révolution verte qui se met en place aujourd'hui en Afrique grâce à cette Nouvelle Alliance, veut entraîner l'agriculture sur la voie d'une commercialisation toujours plus forte. Un des dangers, c'est

que les petits agriculteurs qui n'ont pas de droits d'accès à la terre bien définis, qui n'ont pas des parcelles de taille suffisante à cultiver pour être compétitifs sur les marchés et qui ont du mal à respecter les attentes des acheteurs ou des firmes locales ou transnationales qui veulent acheter leurs récoltes, auront des difficultés à bénéficier de ce développement. Le risque est que ces petits agriculteurs, de plus en plus marginalisés, vont être de moins en moins impliqués dans ce développement et seront relégués à l'agricul-

ture de subsistance, encore plus qu'ils ne le sont aujourd'hui, sans pouvoir bénéficier des opportunités qui peut-être profiteront à des agriculteurs un peu mieux dotés et un peu mieux équipés.

DS: Ou bien ces petits agriculteurs deviendront employés...

ODS: Il est vrai que le type d'agriculture promu à travers la Nouvelle Alliance, c'est une agriculture à grande échelle, de monoculture, qui suppose une mécanisation plus poussée de la production et donc remplace les petites parcelles par des grandes surfaces cultivées, qui font appel à des travailleurs agricoles. Mais les emplois créés ne vont pas compenser les emplois détruits même s'il y a dans la Nouvelle Alliance une tentative de soutenir les petits agriculteurs pour qu'ils puissent rejoindre les « chaînes de valeur » et se trouver en contact avec des investisseurs qui veulent acheter leur récolte. C'est un problème de rapport de force et de capacité pour ces petits agriculteurs à négocier des conditions favorables pour l'agriculture contractuelle dans laquelle ils devront s'inscrire.

DS: Du côté du secteur privé, on peut vous rétorquer que l'agriculture familiale n'est pas très rentable. Pourquoi maintenir ce modèle en Afrique ?

ODS: D'abord, la structure de l'emploi est très différente de ce qu'elle est dans d'autres régions. On a, en Afrique, des villes qui ont crû de manière très rapide mais qui n'ont pas su créer des emplois dans l'industrie, les services et la communication, absorbant une main-d'œuvre très importante, venue des campagnes. Il faut donc créer des opportunités dans les campagnes pour que le flux de population vers les villes se ralentisse, notamment parce que les services publics des villes sont débordés. Deuxièmement, même si l'agriculture familiale à petite échelle n'est pas très compétitive, ça ne veut pas dire qu'elle n'est pas productive. Elle est en fait très productive à l'hectare. Le problème est que les conditions du marché qui prédominent sont telles que les petits agriculteurs familiaux ne parviennent pas à percer. Ce sont les économies d'échelle qu'ils ne parviennent pas à réaliser pour leur part. Ils sont productifs mais

ne sont pas compétitifs. Et donc, ce qu'il faut, c'est aménager les conditions pour que cette agriculture familiale puisse être davantage récompensée par les marchés pour les services rendus, pour les emplois créés, pour les écosystèmes maintenus et pour le développement rural permis.

DS: Entre le statu quo et la Nouvelle Alliance, vous dites qu'une troisième voie n'a pas été explorée par les pouvoirs politiques...

ODS: C'est une voie qui me paraît plus prometteuse, qui consiste à investir dans l'agriculture familiale à petite échelle, à travers une formation technique et agronomique agroécologique qui est moins coûteuse en intrants. Elle favorise l'accès à l'agriculture pour des agriculteurs qui ont un recours difficile au crédit et qui ne peuvent pas s'endetter. Elle présente de surcroît des avantages environnementaux tout à fait considérables. Cette voie-là, n'a pas été suffisamment explorée.

On n'a pas donné sa chance à l'agro-écologie de faire ses preuves. Or, tous les agronomes reconnaissent aujourd'hui que la voie adoptée au 20^e siècle d'une agriculture très gourmande en énergie fossile et très gourmande en irrigation à grande échelle, est une agriculture qui n'a plus sa place au 21^e siècle, qui doit faire davantage avec beaucoup moins et notamment qui doit limiter ses émissions de gaz à effet de serre et respecter les sols. Et donc, il y a une voie qui est en quelque sorte, une troisième voie. Ce n'est ni le statu quo ni la révolution verte telle qu'elle est aujourd'hui développée. Il est très important de développer l'agriculture de manière à ce qu'elle soit plus résiliente, plus diversifiée pour faire face, à l'avenir, aux chocs climatiques qui vont se multiplier et aux épidémies de plantes qui pourraient se développer et qui supposent qu'on ait des surfaces cultivées très diversifiées où les chocs pourraient être mieux résorbés. On a peut-être trop investi dans la simplification de l'agriculture avec tous les risques qu'elle implique et trop peu reconnu la complicité de la nature. ♦

—
Propos recueillis par François Misser

**L'agriculture
familiale en
Afrique est
en fait très
productive.**

le lait

P

R

€



Dossier

40% m.g. fourrager

**Vouloir le lait
et l'argent du lait**

INTRODUCTION

Les nouveaux déboires du lait

Rédaction: **Charline Cauchie**

Comment se porte le secteur laitier ? En Europe, il n'en est pas à sa première crise. Au Sud, il subit les conséquences de la surproduction et des exportations massives. Petit précis d'histoire récente.

Le mercredi 9 septembre dernier, Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, dans son discours au Parlement européen sur l'état de l'Union en 2015, évoquait les agriculteurs européens qui manifestaient à Bruxelles cette semaine-là: *«Je suis d'accord avec eux, il y a quelque chose qui ne fonctionne pas correctement dans le marché si un litre de lait coûte un tiers du prix d'un litre d'eau. Je ne pense pourtant pas que nous pouvons ou nous devons micro-gérer le marché du lait depuis Bruxelles. Nous devons compenser les agriculteurs qui souffrent des effets des sanctions contre la Russie. C'est la raison pour laquelle la Commission a mis sur la table un paquet de solidarité de 500 millions d'euros pour les agriculteurs. Les autorités de concurrence européennes et nationales devraient étudier de près la structure du marché. Quelque chose a tourné dans le marché du lait. Mon impression est que nous devons briser quelques oligopoles dans le secteur de la distribution.»*

L'année 2015 n'aura pas été celle des solutions

Cependant, les 500 millions d'aides de la Commission, bouée de sauvetage au milieu d'une énième crise laitière qui a éclaté durant l'été dernier, ne sont pas une mesure qui réglera un problème de fond: la chute des prix du lait est le résultat direct de la surproduction européenne. Le *package* d'aide d'urgence décidé le 7 septembre 2015 par le commissaire européen à l'Agriculture, Phil Hogan, retarde les mesures structurelles à mettre en œuvre, notamment pour lutter contre la volatilité des prix agricoles, mesures qui nécessitent d'impliquer le secteur de la grande distribution. En novembre dernier, excédés, les représentants, de l'alliance syndicale européenne European Milk Board (EMB), qui regroupe des producteurs de lait de 15 pays, dont la Belgique, ont

demandé dans une lettre ouverte la démission du commissaire Hogan, incapable selon eux, de résoudre la crise du secteur.

Au même moment, de nombreuses organisations paysannes du sud (Réseau des organisations, d'éleveurs et de pasteurs d'Afrique, les fédérations nationales des organisations agricoles du Sénégal, du Bénin, du Togo, du Mali, du Niger et du Burkina Faso) répondaient à l'appel émanant d'ONG belges pour créer un mouvement de solidarité internationale autour des revendications des producteurs laitiers européens. Car les marchés africains, déstabilisés, appellent évidemment de tous leurs vœux la régulation de la production de lait en Europe.

Les politiques agricoles et les accords commerciaux tels que les accords de Partenariats économiques (APE) entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, favorisent les exportations à bas prix en empêchant ainsi les filières laitières locales de se renforcer leur autonomie et la sécurité alimentaire. *«Nous marquons notre accord à cette lutte contre la disparition des petites exploitations familiales laitières en Europe. La solidarité paysanne et la préservation de l'agriculture familiale sont les moteurs de la sécurité alimentaire et du développement durable»* expliquait, en septembre dernier, Abdou Fall, représentant du Réseau des organisations, d'éleveurs et de pasteurs d'Afrique Billital Maroobe (RBM)

Régulation à travers les âges

La crise laitière que traverse l'Europe n'est pas neuve. En Belgique, on parle de troisième crise grave en moins de 10 ans, elle touche des milliers d'agriculteurs et d'aucuns estiment que cette situation est similaire à celle vécue en 2009, sinon pire. Nombre d'agriculteurs avaient alors crié leur colère, voire leur

L'embargo russe et la défection du marché chinois n'ont rien arrangé.

Vache artificielle lors d'une manifestation à Bruxelles en septembre 2015.

Photo © Dieter Telemans/ Panos.

Solidarité avec les producteurs de lait: l'Europe doit changer de cap

La crise du lait est la conséquence d'une politique européenne «à vocation exportatrice» faisant miroiter aux laiteries d'hypothétiques marchés lucratifs en Chine ou en Afrique, destination préférée des exportations européennes. Selon les estimations de la Commission européenne, les exportations de lait écrémé en poudre ont quadruplé depuis la crise de 2009 passant de 176.000 tonnes en 2008 à 646.000 tonnes en 2014, mais à des prix du «lait à la ferme» en dessous des coûts de production. L'Afrique reste la destination privilégiée de ces exportations et la Belgique l'un des principaux pays exportateur européens.

En savoir plus sur les demandes des ONG pour que la politique laitière européenne change: www.sosfaim.be/video/defendre-la-filiere-lait-par-la-mobilisation/

désespoir en répandant, on s'en souvient, trois millions de litres de lait, en septembre 2009, dans un champ près de Ciney. «Pour moi, la situation est bien pire qu'en 2009, d'autant qu'à l'époque, nos charges étaient plus basses qu'aujourd'hui»¹, expliquait Gérard Rixhon, producteur laitier et président de la commission «lait» au sein de la FWA (Fédération wallonne de l'agriculture).

Jusqu'au début des années 2000, l'Union européenne (UE) garantissait un prix minimum d'achat du lait aux éleveurs. Ce mécanisme était au cœur de la Politique agricole commune (PAC), une des plus vieilles et des plus importantes compétences de l'UE. Quand le prix du lait (mais c'était également le cas pour d'autres denrées) atteignait un seuil plancher, l'UE rachetait les stocks sous forme de poudre de lait ou de beurre. Les stocks étaient soit utilisés à l'export ou conservés en attendant de meilleurs cours. Les prix étaient stabilisés par un organisme public.

Les différentes réformes de la PAC ont fait disparaître ces mécanismes de gestion du marché laitier jusqu'à aboutir à la fin pure et

simple des quotas européens en avril dernier, après 30 ans de régulation.

Conséquences de la dérégulation

Certes, la suppression (progressive) des quotas a permis à plusieurs pays du nord de l'Europe, notamment la Belgique, d'augmenter sensiblement leur production et de répondre à une demande mondiale alors en hausse. Mais l'embargo russe sur les produits agroalimentaires, décrété en août 2014, a contribué à engorger le marché européen², alors que la demande chinoise en poudre de lait, en pleine croissance depuis 2010, s'est brusquement réduite de moitié³. Un mécanisme de soutien européen activé en cas d'effondrement des cours existe, mais il ne se déclenche actuellement que lorsque le prix tombe à 22 centimes le litre (en France) à 18 centimes (en Belgique). La France, parmi d'autres, réclame d'ailleurs une revalorisation du prix d'intervention du lait.⁴

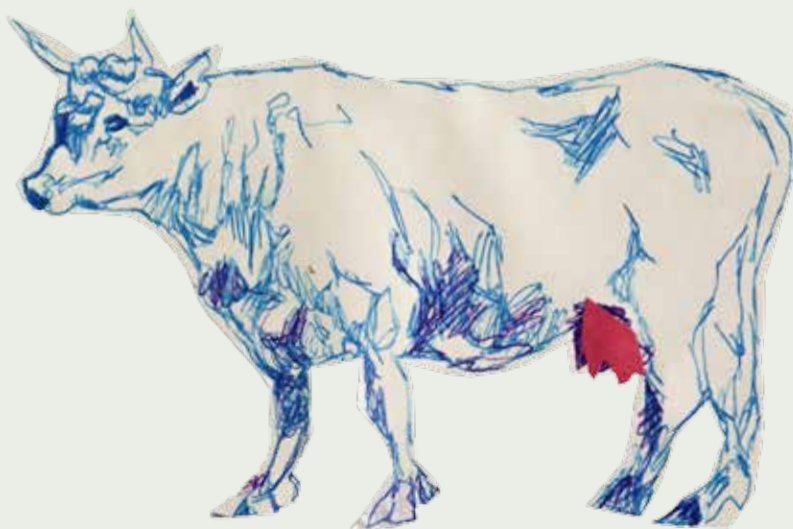
Les propositions des producteurs laitiers de l'EMB appellent à un changement de cap en refusant de poursuivre la politique actuelle, dans un contexte de compétition internationale féroce, du «toujours plus» au coût le plus bas au sein d'exploitations toujours plus grandes. Cette orientation truit l'agriculture familiale, l'emploi agricole et menace l'environnement en Europe et dans les pays du Sud. Et seule la régulation de la production permettra aux producteurs de vivre de leur métier, rappellent inlassablement plusieurs ONG défendant des intérêts au Nord et au Sud. ♦

² Un tiers des exportations de fromage de l'Union européenne se faisait à destination de la Russie, de même qu'un quart des exportations de beurre. Selon la CBL, la fin de l'accès au marché russe «représente un surplus de 2,6 milliards de litres de lait en Europe». Cf. levif.be, 23 juillet 2015

³ La crise chinoise risque d'aggraver celle du lait pour les producteurs français, france24.com, 25 août 2015

⁴ Crise des éleveurs: la politique agricole européenne est-elle en cause?, TV5monde.com, 21 juillet 2015

¹ Crise dans le secteur laitier, levif.be, 23 juillet 2015





WALLONIE

Entre la traite et la comptabilité

Un reportage de **Sabine Schrader**

Rencontre avec deux producteurs de lait wallons : Marc Decoster, qui vend son lait à une laiterie, et Lucienne Courtain, qui a choisi le circuit court. Témoignages.



Marc Decoster et ses 200 vaches laitières : une logique de production maîtrisée, pour contrer la chute des prix.

Illustration © Philippe de Kemmeter.

Marc Decoster est spécialisé dans la production de lait «à grande échelle». Une dénomination qu'il nuance quelque peu : «*En Wallonie, on n'a pas d'aussi grosses fermes qu'en Flandre ou dans d'autres pays européens. Avec mes 200 vaches, et je suis considéré comme un gros producteur de lait, mais mon voisin flamand ici plus haut, en possède 700, et avec la disparition des quotas, il montera bientôt à plus de 1000 bêtes... sans se préoccuper de la façon dont il écoulera tout ce lait.*» Une situation que l'agriculteur n'approuve pas vraiment. Son exploitation reste familiale. Il travaille avec son épouse, son fils et un salarié. La ferme produit le lait de ses 200 vaches, qu'elle vend ensuite à une laiterie dont le camion passe tous les deux ou trois jours. En attendant son passage, le lait est conservé dans une gigantesque citerne à une température constante de 7°. Le travail de Marc se partage entre la traite des vaches deux fois par jour, matin et soir. Des séances qui durent environ 2 à 3 heures chacune. Mais Marc doit aussi s'occuper de la santé de ses vaches, les sortir pour qu'elles paissent dans ses prés et les rentrer à l'étable, s'occuper de garantir leur stock de nourriture pour l'hiver. Et puis, il y a aussi le travail agricole : avec ses 200 hectares de champs, dont 50 de prairies, il produit du maïs en cylindre (environ 30 ha), mais aussi des légumes.

Son litre de lait lui coûte à la production entre 30 et 35 centimes, sans compter la main-d'œuvre. La totalité est achetée par la laiterie, une partie pour en faire du lait qui sera mélangé à celui d'autres producteurs pour être ensuite vendu en grandes surfaces et dans le commerce. L'autre partie de sa production sera transformée en lait en poudre destiné à l'exportation. Le prix de vente est défini par la laiterie, qui se base sur plusieurs critères, tels que la qualité du lait, l'absence de bactéries, sa



infographie © Marmelade

Comparaison du prix au détail du lait par litre dans 6 grands pays producteurs en 2014

teneur en matières grasses. Actuellement, il se vend à environ 31 centimes le litre. «*Le calcul est simple*, explique Marc Decoster. *Ce que nous perdons au litre, nous sommes obligés de le rattraper sur la quantité de lait vendu.*»

La compression des coûts de production

A l'origine, dans les années 50, la ferme de Marc Decoster, située à Jodoigne, comptait une vingtaine de vaches. La famille vendait en direct, puis la ferme s'est agrandie, a fait construire une étable pour 100 vaches dans les années 70. Mais la production de lait à l'époque était plus modeste. En 1981, lorsque Marc Decoster reprend l'exploitation, le cheptel compte 150 vaches pour arriver aujourd'hui à 200. Et la production annuelle s'élève à 1 500 000 litres de lait. Grâce à des investissements assez réduits, et à des activités agricoles parallèles, le fermier s'en sort finalement plutôt bien: «*La salle de traite est une construction qui date des années 60. On a toujours fait les aménagements nécessaires, mais sans faire une course aux investissements. Un agriculteur chez qui on a été récemment et qui avait installé une magnifique salle de traite reconnaissait que le coût de son litre de lait était monté à 38 centimes! Aujourd'hui, avec ce que les laiteries proposent aux producteurs, il ne peut que vendre à perte!*» Les coûts liés à la nourriture sont

également limités: pendant l'été, les vaches paissent en prairie et Marc produit son maïs lui-même. Il achète chez ses voisins fermiers de la pulpe de betterave, des produits de la culture des légumes, de la paille. Le tourteau de colza est le seul aliment qui n'est pas produit localement. Mais Marc insiste sur l'importance pour lui d'acheter local, ou du moins d'acheter européen.

Produire plus?

Une question de survie

Mais la solution n'est pas seulement dans la compression des coûts de production: «*La course à la dimension aujourd'hui se justifie par le fait qu'on est obligé de produire plus pour s'en sortir. Pourquoi nous reprocherait-on de nous agrandir?*» soulève Marie-Ghislaine Decoster. *Les grandes entreprises se regroupent pour augmenter leurs bénéfices.*» Marc Decoster de renchérir: «*En fait, les prix n'ont pas bougé par rapport à l'inflation. Les coûts ont augmenté, que ce soit les tracteurs et les machines, les matières premières, l'énergie, les salaires... mais le prix du lait, lui, n'a pas bougé. Il n'acquiert de la valeur que lorsqu'il rentre dans le circuit où l'homme intervient.*» Et, à l'heure de l'ouverture des marchés, les laiteries ont la possibilité de trouver ailleurs du lait moins cher. Du coup, les prix acceptés par les producteurs belges sont alignés sur le marché mondial.

Il faut éviter la course aux investissements.

Une situation qu'aucun producteur laitier ne conteste vraiment pourtant, préférant compenser par les quantités produites. Parce que la plupart d'entre eux sont membres de coopératives laitières dont ils sont à la fois producteurs et administrateurs, mais aussi parce que ces laiteries sont toutes-puissantes: «*Je connais des agriculteurs qui se sont plaints à la laiterie qui leur achetait leur lait. Du jour au lendemain, celle-ci rompait ses acti-*

vités commerciales avec eux. D'autant plus qu'avec la disparition des quotas, les laiteries n'auront que l'embaras du choix en matière de lait, puisque la production va augmenter. On est dans une situation de total déséquilibre.» La ferme de Marc Decoster s'est d'ailleurs diversifiée, en produisant également des légumes, comme les petits pois, destinés à une entreprise de mise en conserve, ou plus récemment, les potirons, en vente directe.



Lucienne Courtain, La ferme de la Goyette et ses 80 vaches laitières privilégie la vente directe au particulier, mais pas seulement.

Située à Genappe, la ferme de la Goyette, qui existe depuis les années 50, compte 80 vaches. Comme la ferme de Marc Decoster, il s'agit aussi d'une exploitation familiale. Qui a toujours produit du lait et des produits dérivés. En 1996, lorsque Lucienne Courtain a repris la ferme avec son mari, elle a commencé à fabriquer du fromage et de la glace. Quant à la production de lait, celle-ci est «divisée» en deux: une partie sert à la vente directe, à la ferme ou à la fabrication des produits laitiers, et l'autre partie du lait produit part en laiterie. Bien sûr, si elle avait le choix, Lucienne Courtain garderait toute sa production pour la vendre en circuit court, mais elle manque de temps. Car écrémer le lait, le transformer en yaourt, en beurre et en fromage demande beaucoup de travail. Et elle est seule à la fabrication de ses produits.

«*Les producteurs de lait qui vendent aux laiteries se limitent à traire leurs vaches puis à mettre en citerne leur lait que les camions viennent chercher, explique Lucienne Courtain. Quand on transforme le lait soi-même, on doit enlever la crème du lait, ça prend du temps. On fait beaucoup d'heures. En général, on vend notre lait à la laiterie le week-end, pour avoir un peu plus de temps.*» Et en début de semaine, c'est la fabrication des produits, qui sont ensuite vendus dans le petit magasin au fond de la cour de la ferme. Le litre de lait frais y est vendu 75 centimes, «*avec un goût bien différent que celui du lait qu'on trouve en grande surface, précise la productrice. Il faut dire qu'il contient plus de matière grasse.*» Mais derrière les chiffres, une autre réalité: celle d'un travail dur où l'on ne compte pas ses heures.

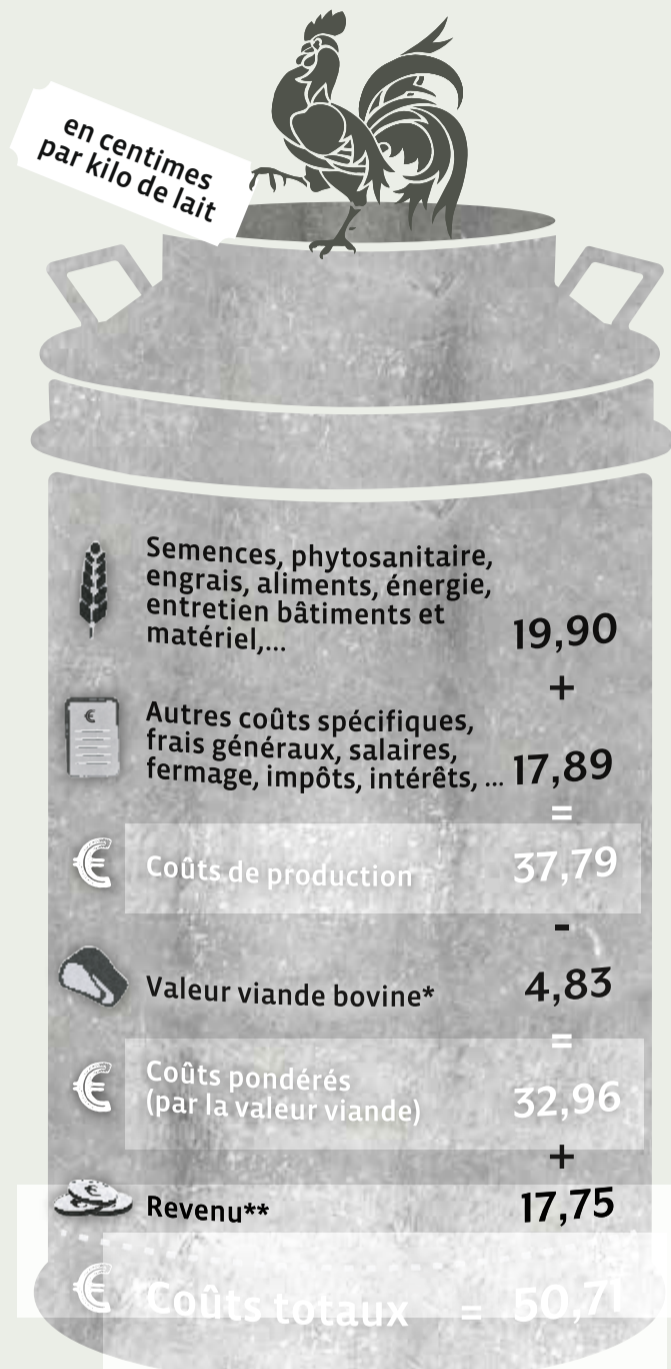
L'esprit « bio »

Lucienne n'hésite pas à parler de passion, de vocation. Pour la fabrication de son beurre, de son fromage, des ses yaourts. Mais aussi pour la vente et le contact à la clientèle. Pas question d'envisager ce type de circuit dans le seul but de « faire de l'argent », même si, pour attirer les clients, elle vend également les produits d'autres fermes, notamment des fruits, des légumes, des confitures, des jus et du miel. « Comme ça les gens qui se déplacent trouvent sur place plusieurs types de produits. » Un système donnant-donnant, puisque les quelques produits laitiers fabriqués par la ferme de la Goyette sont également déposés dans d'autres fermes, qui ne fabriquent pas de produits laitiers. Et puis, il y a les quatre points de vente de « la Ruche qui dit Oui », une coopérative agricole qui promeut la vente de produits locaux dans la région. Le circuit fonctionne plutôt bien. Visiblement dans la région, les gens sont à la recherche de produits locaux aux saveurs retrouvées et n'hésitent pas à parcourir quelques kilomètres pour les acheter. Et Lucienne Courtain de conclure : la marge en circuit court est clairement avantageuse. Financièrement d'abord, puisque pour une trentaine de centimes de coût de production au litre de lait, elle peut le vendre à 75 centimes en direct au client, ce qui représente une marge bien plus intéressante que ce que la laiterie propose. Mais il y a aussi la satisfaction de vendre un produit en direct à un client ravi de la qualité de ce qu'il achète à un prix inférieur au supermarché, où le litre de lait tourne autour de 1 euro.

Pourquoi supprimer les quotas ?

« On n'aurait pas dû supprimer les quotas. À quoi ça sert de produire plus si les prix chutent ? » Lucienne Courtain ne met pas la priorité sur les quantités de lait produites. Au contraire : « Nos 80 vaches nous suffisent tout à fait. D'ailleurs, je regrette la suppression des quotas. On ne va pas se mettre à produire plus, à quoi ça servirait ? Plus il y a de lait, plus les prix vont chuter, c'est ridicule. Et puis, on a une autre logique, on met la priorité sur le bien-être de nos bêtes. On a une surface donnée, toutes nos bêtes peuvent sortir, on n'est pas dans une logique de production au détriment du bien-être de l'animal. On n'a d'ailleurs jamais acheté une bête à l'extérieur. Le nombre qu'on a correspond aux jeunes qui grandissent à la ferme, et c'est tout. Pareil pour leur alimentation : on produit tout nous-mêmes : on a un aplatisseur, on récolte

Les coûts de production en wallonie situation 2014 – extrapolation



* chaque agriculteur vend des bovins, les revenus de ces ventes sont déduits des coûts de production du lait.

** coût de la main d'œuvre du chef d'exploitation et de sa famille.

la nourriture qu'on produit nous-mêmes et qu'on stocke pour l'hiver. On travaille fort dans l'esprit du bio, dans le respect de l'animal. Mais c'est clair qu'au niveau des coûts, le circuit court est plus cher : il faut du matériel pour les produits dérivés du lait, une baratte, une yaourtière, des écrémeuses... et c'est vrai qu'au prix de vente, même si on est plus libres de définir les prix, on ne va jamais exagérer ! On n'est pas là pour ruiner le client ! Sinon il ne reviendrait plus, de toute façon ! » ♦

En 2014, les producteurs laitiers belges (Wallonie et Flandre) ont reçu en moyenne 36 centimes par kg de lait. Pour 2014, par rapport à un prix couvrant les coûts de production et permettant d'atteindre le revenu paritaire, il y a eu en Belgique un déficit moyen de 10 centimes par kg. La production laitière est une activité qui n'assure pas un revenu équitable aux éleveurs laitiers belges. Pour couvrir les coûts de production laitière avec un niveau de revenu paritaire, le prix payé aux producteurs doit être au minimum de 46 centimes par kg de lait.

infographie © Marmelade

Les nouveaux syndicats laitiers

Un article de Charline Cauchie

L'exemple de Fairebel a contribué à faire connaître des consommateurs les nouveaux défenseurs de la cause du lait, qui se sont mis concrètement à l'ouvrage sans devenir une « opposition » stérile aux anciens représentants du secteur.



Une militante de la Via Campesina lors d'une manifestation d'agriculteurs producteurs de lait à Bruxelles, en septembre 2015.

Photo © Dieter Telemans/ Panos.



LE MIG (Milcherzeuger Interessengemeinschaft) a été créé en 2008-2009 pendant la première crise du lait, à l'initiative d'Erwin Schöpges en région germanophone. Il a bientôt été rejoint par de nombreux agriculteurs hors Cantons de l'Est tandis qu'à l'échelle européenne, l'EMB (European Milk Board) a vu le jour à la même période et suite aux mêmes types de désaccords avec l'action des syndicats existants: la vision entre les «*vieux syndicats (la Fédération wallonne de l'agriculture et le Boerenbond flamand) et nous est totalement différente*», explique Erwin Schöpges. «*Ils disent en public qu'ils sont pour une régulation de la production, une agriculture plus familiale, des exploitations paysannes, etc. mais, à côté de ça, au niveau européen, ils sont membres du grand Copa-Cogeca, qui est pour la libéralisation et l'agrandissement des exploitations agricoles. Il y a là quelque chose de profondément illogique...*»

Depuis 2006, une réflexion avait ainsi vu le jour prenant comme postulat que les différents syndicats existants n'avaient pas bien fait leur travail. Pour les fondateurs de l'EMB, il fallait fonder une organisation indépendante, et le faire au niveau national n'avait pas de sens. Tout comme le MIG, l'EMB défend les producteurs de lait. Mais pour Schöpges, il est important de préciser que les actions ne se font pas contre les «*vieux*» syndicats: «*On a perdu trop de temps et d'énergie à s'opposer les uns aux autres. Notre action ne se dirige pas contre quelqu'un, mais bien pour la cause laitière et principalement pour obtenir un prix du lait rémunérateur, c'est-à-dire qui couvre les frais de production et inclut un salaire juste.*»

Le cas Fairebel

Projet créé en Autriche en 2005, le concept qui a inspiré Fairebel s'est rapidement adapté (avec des niveaux de réussite différents) en Allemagne, en France, au Luxembourg et en Belgique. «*Le but premier était de créer une marque équitable sur le marché belge, explique le président de Fairebel, Erwin Schöpges, une marque où tout le monde dans la chaîne est justement rémunéré: l'agriculteur avec un prix qui couvre ses frais de production, l'industriel qui rentre aussi dans ses frais, et le distributeur qui a une marge correcte. Si vous l'achetez moins cher, c'est que quelqu'un se fait arnaquer et, en général, c'est l'agriculteur...*»

Depuis octobre 2015, les consommateurs peuvent investir dans Fairebel.

La coopérative est absolument indépendante préférant ne pas demander de subventions. La Région wallonne, par contre, aide les producteurs qui décident de rejoindre Fairebel: «On est pour cette aide qui va directement à l'agriculteur. Mais, nous concernant, on préfère rester libre de toute tutelle.»

Le but de Fairebel était aussi de sortir du système des laiteries omnipotentes et, pour le producteur, de bénéficier d'une marge supplémentaire pour son exploitation. «Mais si tu veux un prix rémunérateur, cela nécessite d'aller à la rencontre du consommateur et de le convaincre d'acheter ton lait plutôt que n'importe quel autre.» Après cinq ans et énormément de réticences, les animations en salons, foires et magasins commencent à marcher et l'agriculteur apprend à mettre ses peurs de côté pour répondre aux questions du consommateur. «C'est clair qu'au départ, les agriculteurs n'y croyaient pas énormément. Mais, depuis les lancements dans les Carrefour, les nouveaux produits, les déplacements collectifs dans les foires, le crowdfunding lancé en octobre etc., la motivation a changé. Aujourd'hui, beaucoup s'identifient à la marque et sont fiers de faire partie de Fairebel.»

Des produits de qualité pas encore distribués partout

Lait entier, lait chocolaté à base de lait entier, crème glacée à base de lait bio ou gamme de fromages à base de lait à herbes, certains

produits sont ainsi le fruit de collectes spéciales chez les agriculteurs. L'objectif de Fairebel est que tout le lait soit «à l'herbe», «mais nous y allons prudemment: il ne faut pas exclure des producteurs, mais d'abord dégager des parts de marché.»

Néanmoins, la plus grande difficulté reste la visibilité dans la grande distribution: «Les consommateurs ne peuvent pas encore trouver toute la gamme de nos produits. On n'est pas encore présent chez Aldi. Lidl et Delhaize ne prennent que notre lait demi-écrémé. Mais, en dehors, les marchés sont de belles opportunités pour continuer à évoluer.»

Crowdfunding en cours

Depuis octobre 2015, les consommateurs aussi peuvent investir dans la coopérative en achetant des parts de 50 euros, pour un maximum de 10 parts par personne. «On s'est rendu compte que les consommateurs avaient vraiment envie de se faire mieux entendre. On ne va pas offrir un retour sur investissement rapide. Les participants recevront plutôt des réductions sur nos produits.»

Fairebel regroupe maintenant plus de cinq cents producteurs de lait des trois régions du pays, pour une production annuelle de sept millions de litres. ♦

Plus d'infos: <http://fairebel.be>

Mieux prendre en compte le temps de travail dans les exploitations

Une enquête menée auprès de 90 producteurs laitiers wallons (D. Jacquet, Awe-asbl, 2010) montre que 80% des éleveurs pensent que leurs conditions de travail pourraient ou devraient être améliorées et que 50% considèrent l'astreinte quotidienne trop importante. Une diversité de situations mais une problématique commune: 65% se disent dans une situation difficile.

Dans ce contexte, le Centre wallon de Recherches agronomiques rappelle qu'il est important de faire attention au rapport entre la taille de l'exploitation et la masse salariale. En effet, les agriculteurs n'ajustent pas suffisamment le nombre de travailleurs en fonction de la taille de l'exploitation.

Un travail de sensibilisation afin de faire intégrer cette notion dans les réflexions vise notamment à souligner que la traite est un point à surveiller, car tout retard sur ce poste a de grandes conséquences et que les personnes seules se trouvent plus souvent dans une situation critique.

Amélie Turlot, Organiser son travail, un investissement gagnant, Centre wallon de Recherches agronomiques, Département Productions et Filières, novembre 2013

Le business social de Danone en Afrique

Un article de **Patrick Veillard**

La multinationale française du lait Danone investit depuis quelques années de manière importante en Afrique. Par une politique de rachat mais pas seulement. Via un fonds d'investissement dénommé « Danone Communities », le groupe supporte également depuis 2008 la « Laiterie du Berger », une entreprise sénégalaise de collecte et de transformation du lait.

« Danone Communities »

Quelles sont les motivations de Danone en Afrique? Séance d'évaluation en compagnie de Corinne Bazina, directrice générale de Danone Communities. Ce fonds, créé en en 2005, a comme objectif affiché la diminution de la pauvreté et de la malnutrition dans les pays en développement (PED) via la création d'entreprise pérennes économiquement.

Le PDG de Danone, Franck Riboud, a fait de l'Afrique sa « nouvelle frontière ». Après être entré au capital de Fan Milk en Afrique de l'Ouest, le groupe a récemment acquis 40% du kényan Brookside Dairy, n°1 des produits laitiers en Afrique de l'Est¹. Logique, dans la mesure où l'Afrique, dont la population devrait atteindre plus de 2 milliards d'habitants en 2050, offre d'importantes perspectives de développement, en contraste avec le ralentissement des grands pays émergents d'Asie et d'Amérique du Sud. Afin de conquérir ce fort réservoir de consommateurs, Danone utilise une stratégie éprouvée : prendre une participation minoritaire dans le capital d'un opérateur local puis progressivement acquérir le contrôle majoritaire jusqu'à imposer ses noms et ses logos. C'est ainsi que la multinationale a pu compléter sa présence sur le continent, historiquement très forte en Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Maroc) et en Afrique du Sud².

L'approche « social business » de Danone Communities

Le groupe français combine cette stratégie de croissance externe avec une approche davantage axée « social business ». Depuis 2008, Danone s'investit ainsi dans une entreprise sénégalaise de collecte et de transformation de lait, la « Laiterie du Berger », via un fonds d'investissement dénommé « Danone Communities ». Au Sénégal, les financements apportés par Danone Communities ont per-

mis au fondateur de la laiterie, un jeune vétérinaire franco-sénégalais nommé Bagoré Bathily, de développer des produits laitiers locaux sous la marque « Dolima », tout en améliorant les services de collecte du lait et l'appui technique fourni aux éleveurs (alimentation pour le bétail, soins vétérinaires, etc.). L'apport de Danone Communities n'a pas été que financier. « *Au-delà de cette contribution financière, qui n'est d'ailleurs pas la seule³, nous avons apporté de l'expertise technique et marketing* », indique ainsi Corinne Bazina. « *Du jour au lendemain, le fondateur a dû gérer un système de collecte, une usine et son équipe, la vente et la promotion de produits, etc. Nous l'avons aidé à développer de nouveaux produits, une marque, des outils de gestion financière, un réseau optimisé de distribution.* » Malgré une certaine similarité, la Laiterie du Berger présente un profil différent des autres projets du fonds, notamment « Grameen Danone ». L'objectif de ce dernier est de fabriquer localement, au Bangladesh, un yaourt fortifié en micronutriments et de le vendre pour seulement quelques centimes d'euros. La Laiterie du Berger n'apporte clairement pas les mêmes bénéfices nutritionnels. Ce que reconnaît C. Bazina : « *Les produits Dolima ne sont en effet pas fortifiés nutritionnellement. Mais le principal impact du projet n'est pas là. Il est social et en amont, c'est-à-dire centré sur le développement socio-économique des éleveurs peuls. C'est*

¹ Figaro. 18/07/2014. Danone poursuit sa conquête de l'Afrique.

² <http://www.ambusinessmagazine.com/posts/post/284>.

³ Outre Danone Communities, le projet bénéficie du soutien de 3 autres investisseurs en social business : « Investisseurs & Partenaires », la « Fondation Grameen - Credit-Agricole » et « PhiTrust Partenaires ». <https://lalaiterieduberger.wordpress.com/notre-entreprise/nos-partenaires/>.

aussi pourquoi nous n'avons pas particulièrement cherché à mesurer l'impact nutritionnel, comme cela a pu être fait dans d'autres projets, via des études indépendantes⁴.»

Une gouvernance flexible

Qu'en est-il en matière de gouvernance? Les structures des organisations, aussi bien la Laiterie du Berger que Danone Communities, ont-elles été conçues pour impliquer différentes parties prenantes et pérenniser leur objet social? «*La Laiterie du Berger est une entreprise classique, indique C. Bazina. Ce qui la distingue est l'utilisation d'indicateurs sociaux, en plus des indicateurs économiques habituels*».

Une charte liant les actionnaires stipule les objectifs sociaux de l'entreprise

Les actionnaires, qui incluent la famille du fondateur, ont par ailleurs défini «*un pacte*», sorte de charte «*qui stipule les objectifs sociaux de l'entreprise*». Selon elle, l'avantage de cette structure est aussi qu'elle peut «*changer d'échelle en fonction de sa seule réussite économique, à la différence d'un programme de développement, basé sur les dons, et donc dépendant de levées de fonds*». On peut cependant regretter qu'aucune ONG n'ait été associée à cette gouvernance. Autre bémol, l'encadrement juridique de l'objet social est plus flou et moins transparent que dans des structures d'économie sociale telles que les associations ou coopératives. Enfin, une autre différence avec ces dernières est l'accent mis sur l'entrepreneur en tant qu'individu, comme vecteur de la réussite sociale, plutôt que sur une dynamique collective et démocratique impliquant des travailleurs. Ces observations peuvent cependant être relativisées dans la mesure où, comme l'indique C. Bazina, «*plusieurs ONG locales ont été associées dès le démarrage, entre autres pour aider à amélio-*

rer les conditions d'élevage. Dans la plupart des autres projets, Danone Communities a co-investi avec des ONG, telle Care au Bangladesh. Ce n'est pas le cas ici pour des raisons historiques principalement». Danone Communities est quant à elle structurée en sicav⁵. Comme l'explique C. Bazina, «*pour pouvoir lever des fonds en attirant des investisseurs, un système peu risqué est utilisé: seule une partie (10%) des fonds est investie dans les projets de social business (sur lesquels il n'y a pas de bénéfice). Le reste va être placé de manière classique dans des investissements socialement responsables (ISR)*»⁶.

Quels bénéfices pour Danone?

Pour Danone, ces projets n'ont bien sûr pas qu'un intérêt philanthropique. Il apporte au groupe de nombreux bénéfices, notamment en termes d'image ou de motivation / recrutement des employés. «*Danone Communities est pour l'ensemble des employés de Danone une source de motivation et de fierté; 40% des employés ont d'ailleurs placé une partie de leur épargne dans la sicav. C'est également une source d'innovation, au travers de rencontres avec les ONG, entreprises locales, etc. Avoir codéveloppé avec la Laiterie du Berger le Thiakry, un produit typiquement local à base de yaourts et de céréales, nous a ainsi beaucoup appris, aussi bien au niveau technique que sur nos manières de travailler*». Une manière aussi de faire connaître la marque et les produits Danone auprès des consommateurs sénégalais? C. Bazina s'en défend, indiquant que «*la marque de la laiterie est Dolima. Très peu de gens savent qu'elle bénéficie d'un soutien de Danone*».

Ce type de projet est également une façon pour le groupe Danone de mieux connaître les spécificités du marché local, et donc de préparer de futurs investissements sur le continent. Le Thiakry, un produit se conservant bien à température ambiante, est ainsi

⁴ L'historique de Danone en matière d'allégation nutritionnelle la pousse sans doute à une certaine prudence. Les prétendues vertus de ses produits phares Activia et Actimel (beaucoup plus riche en sucres qu'en probiotiques!) ont par exemple été recalées en 2010 par les autorités européennes. <http://www.20minutes.fr/france/398204-20100415-activia-actimel-alicaments-desormais-coquilles-vides>.

⁵ Société d'investissement à capital variable. Son principe est de mettre en commun les risques et les bénéfices d'un investissement en valeurs mobilières.

⁶ La sicav est ouverte aussi bien aux actionnaires de Danone, qu'à ses salariés, à ses consommateurs ou et à tout autre investisseur institutionnel ou particulier. Danone a souscrit dans la sicav à hauteur de 20 millions d'euros, mais n'a pas vocation à la commercialiser. <http://www.danonecommunities.com/Sicav>.



Danone, déjà historiquement bien implantée au nord et au sud de l'Afrique, vise maintenant aussi les marchés de l'est et de l'ouest du continent, qui devrait compter plus de deux milliards d'habitants en 2050.

Illustration © Yves Dewulf.



un exemple d'adaptation à la (quasi) absence de chaîne de froid au Sénégal. Le réseau développé via ses activités de social business, notamment auprès de l'ONU ou des gouvernements, pourrait aussi permettre à Danone d'être mieux acceptée lorsqu'elle cherche à pénétrer certains pays. À noter enfin qu'investir dans le lait africain pourrait s'avérer rentable sur le long terme ou dans les situations de flambée des prix de la poudre de lait importée, comme en 2008 et en 2013⁷.

Plus généralement, l'implication de Danone dans des projets de social business tels que la Laiterie du Berger pose la question de la place des multinationales dans le développement. S'ils constituent une formidable source de financement, leur arrivée constitue certainement une forme de privatisation du développement, avec tout ce que cela comporte comme bénéfices mais aussi comme risques. D'aucuns pourraient également critiquer l'incohérence que constitue ce type de projet par rapport aux pratiques générales du groupe Danone. Sans même parler d'optimisation fiscale⁸, la société ne s'est ainsi pas particulièrement distinguée dans l'exercice de notation socio-environnementale effectué par l'ONG Oxfam dans sa campagne « La face cachée des marques »⁹.

Danone Communities représente-t-elle pour autant uniquement une manière pour Danone d'investir en Afrique? Ce serait aller un peu vite en besogne. Ces activités de social business comportent notamment une grande valeur d'exemplarité, et ce d'autant plus qu'elles font l'objet d'une importante attention dans les médias, universités, autres entreprises, etc. « *Lorsque je travaillais pour Grameen Danone au Bangladesh, je recevais plus de 70 visiteurs par mois. Faire connaître le social business et faire en sorte qu'il soit répliquable et répliqué est l'un de nos objectifs. Peut-être pas sous la même forme, mais en reprenant différentes composantes. Nous voulons que ces projets changent d'échelle et se généralisent. Comme le disait M. Yunus, l'impact d'un dollar investi dans le social business est régénéré en permanence* ». ♦

7 RFI. 01/06/2015. De plus en plus de lait africain mêlé à la poudre de lait européenne.

8 Comme beaucoup d'autres grands groupes français, Danone place sa trésorerie, entre autres, en Belgique. Grâce à une disposition fiscale belge appelée « intérêts notionnels », elle a ainsi économisé plus de 50 millions d'euros d'impôts en 2013. Source : Capital. 31/10/2014. Intérêts notionnels : comment les entreprises françaises économisent des centaines de millions d'euros d'impôt via la Belgique.

9 <https://www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2014-02-26/la-pression-du-public-pousse-les-giants-de-lagroalimentaire>.

BURKINA FASO

La liste des contraintes s'allonge pour les mini-laiteries

Un article de **Inoussa Maiga**

Alors qu'elle fait déjà face à une série croissante de contraintes (changement climatique, faible productivité, etc.), l'Union nationale des mini-laiteries et producteurs de lait du Burkina Faso suit avec beaucoup d'inquiétude le développement de la crise du lait en Europe. Elle multiplie les actions de plaidoyer et les alliances, notamment avec des producteurs européens, pour relever les nouveaux défis.

Début décembre, les membres du bureau de l'Union nationale des mini-laiteries et producteurs de lait (UNMLP) du Burkina Faso se sont réunis à Ouagadougou. En l'espace d'une journée, ils ont fait le bilan de leurs projets. Tous s'accordent pour dire que c'est une période difficile pour les 1700 membres, dont 90% de femmes. «*La situation n'est pas reluisante, au regard du contexte national et international. Mais en tant que producteurs, transformateurs, nous sommes motivés pour la survie de notre métier, la survie de notre production*», déclare Adama Ibrahim Diallo, président de l'UNMLP. «*Nos mini-laiteries sont soit créées par des producteurs ou approvisionnées par des groupements de producteurs. Nous travaillons à développer la production du lait local*».





dK.

La consommation du lait local est entrée dans les habitudes alimentaires au Burkina.

Défendre la production de lait local au Burkina

Les productrices, producteurs du lait et les mini-laiteries du Burkina à travers leurs structures nationales, ont décidé de constituer une « Union Nationale des mini-laiteries et producteurs de lait local au Burkina » pour renforcer leurs capacités d'intervention en matière de développement de la production et transformation laitière au Burkina Faso.

Plus d'infos : <http://www.burkinalait.org/>

Hantise de la crise du lait en Europe

Parmi les contraintes auxquelles font face les mini-laiteries au Burkina Faso, l'alimentation du bétail demeure un facteur permanent qui contribue à la faible productivité du cheptel. Mais ce qui semble inquiéter le plus les producteurs et transformateurs de lait local burkinabè en ce moment, c'est bien la crise du lait qui sévit en Europe. « Avec la levée des quotas et l'embargo russe, vers où les Européens vont-ils se tourner ? Vers l'Afrique et cela nous inquiète beaucoup », analyse le président de l'UNMLP. *Aujourd'hui le lait en poudre est devenu tellement moins cher qu'on n'est pas compétitif sur le marché. En plus le coût de la production à notre niveau est de plus en plus élevé.*

Solidarité avec les producteurs européens

Pour Adama Ibrahim Diallo, que ce soit en Europe ou en Afrique, les multinationales sont les seules à tirer profit de cette crise. « Aujourd'hui, tout joue en faveur des industries et multinationales. Ni les producteurs européens ni ceux du Sud ne s'en sortiront. Nous ne recevons pas de subventions de l'État. Les Européens en reçoivent, mais malgré ça ils ne s'en sortent pas (...) On est solidaires. Que ça soit sur le plan national ou international, nous sommes prêts à mener des actions ensemble pour nous faire entendre. Le 1^{er} juin dernier, lors de la commémoration de la Journée internationale du lait, nous avons eu une rencontre avec le MIG, une association de producteurs de lait belges, afin de voir comment développer le même argumentaire face aux politiciens du Nord et Sud, pour que la production locale du lait soit prise en compte », explique le président de l'UNMLP.

Pour des politiques plus favorables

Adama Ibrahim Diallo est conscient des nombreuses faiblesses des mini-laiteries. « Mais cela n'est pas une fatalité. Nous plaidons auprès des autorités. On leur demande de tenir compte de la survie de notre métier, de notre production, de construire des politiques de sorte à amener les producteurs à s'améliorer. Il est intolérable de mettre une grande partie de la population sur la touche, en remplaçant les éleveurs par de grandes multinationales. »

Pour l'année 2016, l'UNMLP entend multiplier les actions en direction de l'État afin de plaider en faveur de marchés institutionnels. « Si l'Union avait un marché pour approvision-

ner les cantines scolaires, les hôpitaux, les camps militaires, etc. on n'aurait même pas besoin d'aller en concurrence directe avec les produits importés », soutient Adama Ibrahim Diallo. Les acteurs des mini-laiteries mettent en avant « la qualité de leur lait » comparativement au lait importé. « La qualité est nettement différente, parce que le lait en poudre c'est du lait mort alors que le lait local est vivant. Nous mettons l'accent sur la qualité. On a un potentiel énorme de production, il nous faut juste une bonne politique. Nous avons près de 9 millions de bovins au Burkina. »

Des motifs d'espoir

Les mini-laiteries parviennent à assurer leur survie. Les premières existent depuis le début des années 1990. Comment expliquer cette longévité ? « Personnellement je pense qu'il n'y a pas d'autre secret qu'être dynamique et en permanence sur le terrain... Il ne faut pas non plus compter seulement sur les financements et les dons. Il faut fournir l'effort nécessaire avec le peu que tu as. En 2000 il n'y avait pas plus de deux ou trois transformateurs. Mais aujourd'hui on peut compter 45 marques de yaourt. Malgré quelques difficultés, on tient le coup parce qu'il y a une certaine confiance entre nous et nos fournisseurs. »

Cette longévité constitue pour tous l'un des principaux motifs d'espoir. « Depuis 1990, la quantité de production a augmenté grâce aux unités de transformation, les producteurs n'envoient plus leurs animaux en transhumance, même si certains animaux partent, au moins les vaches laitières restent. Avant, tout le troupeau partait en transhumance en saison sèche ». Adama Ibrahim Diallo se félicite aussi de l'évolution de la consommation : « La consommation du lait local est entrée dans les habitudes alimentaires. Les Burkinabè savent qu'on peut transformer le lait frais en yaourt et donc de plus en plus de personnes préfèrent le yaourt fait à base du lait local que le yaourt issu du lait en poudre. » Il note aussi avec satisfaction l'évolution des systèmes de production. « il y a les laiteries artisanales avec des casseroles, mais il y a aussi des laiteries semi-artisanales, des laiteries modernes basées sur le lait local et même des centres de collecte ». ♦

SÉNÉGAL

Contre l'invasion des multinationales du lait

Dialogue entre producteurs de lait de Belgique et du Sénégal
Rédaction: **Mohamed Gueye**

Les producteurs de lait du Nord et du Sud souffrent des mêmes maux, causés par des situations quasi identiques. Il semble donc naturel qu'ils cherchent ensemble des stratégies leur permettant de résister à ceux qui cherchent à les anéantir. À l'issue d'une tournée d'une semaine au Sénégal, qui lui a permis de rencontrer des membres d'exploitations familiales productrices de lait, Erwin Schöpoges, producteur de lait en Belgique, pose un constat amer.

Dans cet article

Kalidou Ba, secrétaire général de l'Entente des groupements associés pour le développement à la base (Egab)

Erwin Schöpoges, producteur laitier, membre du Groupement de producteurs laitiers MIG (Milcherzeuger Interessengemeinschaft) et de l'European Milk Board (EMB); président de Fairebel.

Les producteurs sénégalais, à l'instar de leurs collègues africains, ne sont pas préparés à la compétition que veulent leur livrer les grandes multinationales productrices de lait. Pire, ils ne se rendraient pas compte que les industries alimentaires d'Europe n'en sont encore qu'au début de leur offensive pour dominer le marché du lait en Afrique.

Erwin Schöpoges témoigne: «*Ce n'est que le début de la pénétration du lait européen sur le marché sénégalais et africain. La vision de la politique européenne – et je participe à beaucoup des réunions de la Commission européenne pour pouvoir en parler – avec les gens de la DG Agriculture, c'est de vouloir attaquer le marché africain.*»

Au Sénégal, l'essentiel du lait consommé est importé. Les statistiques officielles indiquent que cette consommation, et donc les importations, sont en hausse constante. Le ministère des Finances affirme qu'en 2013, le Sénégal en a acheté pour 80 milliards de francs CFA, environ 125 millions d'euros. Autant d'argent qui n'est pas allé à la production nationale. Et puisque la consommation de lait semble devoir encore croître pour un bon moment, Erwin Schöpoges prédit que la prochaine étape, c'est l'installation des usines de transformation au plus proche des consommateurs africains: «*Ils vont venir s'installer ici. Toutes ces grandes compagnies, Arla, Candia,*

ou Danone, vont construire des laiteries ici, pour conditionner le surplus de lait importé d'Europe, et qu'ils feront passer pour de la production locale. Et ils vont s'arranger pour la vendre partout à travers le pays, même dans les coins les plus reculés.»

Une question d'image et de communication

Pour faire passer la pilule tant au sein de la population autochtone qu'auprès de l'opinion publique des pays européens, ces entreprises vont signer des accords avec des organisations locales, censés aider des producteurs locaux. Il ne faut pas être naïf, souligne le producteur belge: «*Quel intérêt ces gens ont-ils de travailler avec mes collègues producteurs ici? Ils veulent se servir de leur image, pour pouvoir communiquer en Europe en disant qu'ils travaillent avec les petits producteurs africains et les soutiennent. Ce partenariat va leur permettre de soigner leur image en Europe et c'est cela leur idée stratégique. Ils ne viennent pas s'installer en Afrique pour aider le pays, mais pour gagner de l'argent.*»

Cette analyse, le producteur européen l'a partagée avec les bergers et les éleveurs sénégalais qu'il a rencontré dans des localités comme Dayane Guelodé ou dans la zone de Dahra, dans le département de Linguère, où il a vu des organisations de producteurs de lait

Kalidou Ba

Illustration © Philippe de Kemmeter.



les éleveurs et les producteurs locaux ont besoin de l'appui des pouvoirs publics.

Kalidou Ba

essayer, avec les moyens du bord, de mettre en place des structures de conservation de lait, ainsi que de fabrication des produits dérivés comme le yaourt ou le lait caillé. Et même dans ces zones, où souvent, en période de surproduction, le lait est balancé dans la nature faute de pouvoir être conservé, Erwin Schöpges a vu comment les produits laitiers d'importation viennent se disputer le marché avec la production locale.

Sa conviction, Erwin Schöpges l'a également répétée à Richard Toll, dans le nord du Sénégal, où est établie la seule entreprise laitière du Sénégal qui transforme du lait local, la Laiterie du Berger. Cette dernière est d'ailleurs souvent présentée comme la meilleure réponse face à «l'invasion» des produits laitiers importés d'Europe. Mais les échanges avec les éleveurs qui travaillent à l'usine ont révélé que la situation est moins reluisante. Kalidou Ba, le secrétaire général de l'Entente des groupements associés pour le développement à la base (Egab), une coopérative des producteurs, affirme que

le modèle de Richard Toll ne permet pas le développement des exploitations familiales locales : «*La Laiterie du Berger est un acteur privé qui cherche de l'argent, il s'est installé dans un milieu où il y a le potentiel et où il trouve son compte. C'est exactement la même chose que Arla, que Danone, et nous, on ne veut pas de ce modèle qui ne va pas aider à développer l'agriculture sénégalaise.*»

Créer son label

Erwin Schöpges, pour sa part, explique pourquoi il est difficile pour les exploitations familiales de compter sur cette entreprise : «*Les éleveurs qui livrent leur lait à la Laiterie du Berger ne sont pas rémunérés correctement, parce qu'ils n'ont qu'un seul client. Si demain, le directeur de la Laiterie décidait de leur acheter le litre de lait à 200 francs au lieu de 250, ils seront obligés de le lui livrer à ce prix, parce qu'ils n'auront pas eu le choix. Et c'est pour moi, l'un des plus grands dangers.*» Les exploitations locales ne sont pas encore assez fortes ou assez organisées pour pouvoir résister, et offrir



Erwin Schöpges

Illustration © Philippe de Kemmeter.

un recours de qualité. Néanmoins, Egab et ses partenaires essaient de mettre en place des coopératives laitières. Ils devraient ouvrir des mini-laiteries dans toutes les zones de production de lait du pays. Selon le secrétaire général d'Egab, Kalidou Ba, ces mini-laiteries chercheraient à avoir un label commun à toutes les coopératives laitières paysannes, pour leur permettre de commercialiser leur lait partout sur le territoire national sous la même marque. Les échanges avec Erwin Schöpges ont renforcé les éleveurs dans leur conviction que cette initiative, entamée depuis un certain temps, est l'une des voies les plus sûres pour sortir de la dépendance dans laquelle veulent les enfermer des capitalistes locaux ou internationaux.

Erwin Schöpges, qui a fondé en Belgique une coopérative laitière dénommée Fairebel, affirme que «l'erreur stratégique que nous producteurs, aussi bien en Europe qu'en Afrique, avons commise, a été de produire le lait et de le transformer, mais de laisser la commercialisation à d'autres. C'est cela qui a fait que nous sommes devenus dépendants.» La mise

en place de mini-laiteries vise à permettre aux éleveurs locaux, à travers des groupements d'exploitations familiales, à reprendre en main le processus de commercialisation du lait, en le commercialisant à un prix incitatif. Comme leur a expliqué Schöpges, «si le gouvernement et les dirigeants sénégalais veulent augmenter le lait et le rendre compétitif par rapport aux importations, ils doivent commencer par payer un bon prix aux producteurs. Pensez-vous que si l'éleveur était sûr de gagner correctement sa vie avec sa production de lait, il ne chercherait pas à produire plus?»

Cependant, pour réussir ce pari, les éleveurs et les producteurs locaux ont besoin de l'appui des pouvoirs publics, explique Kalidou Ba: «Les zones d'élevage et de production de lait se trouvent dans des endroits du pays qui sont les moins bien desservis en termes d'infrastructures. Il faudrait que l'État fournisse l'électricité, pour pouvoir conserver le lait. Les voies d'accès aux zones de production doivent être assurées également, pour faciliter la distribution.» ♦

L'erreur stratégique des producteurs a été partout dans le monde de confier à d'autres la commercialisation.

Erwin Schöpges

Peut-on réformer le secteur laitier ?

Interviews de **Philippe Burny** et de **Erwin Schöpges**
Rédaction: **Charline Cauchie**

Comprendre « comment on en est arrivé là », dépasser les modèles en place, proposer de nouvelles solutions. Voici l'analyse et les pistes proposées par les experts, universitaires et acteurs de terrain, du secteur laitier belge francophone.

C'était (déjà) dans les années 70-80. Des crises de surproduction avaient amené la création d'un des principaux outils de la Politique agricole commune (PAC): les quotas, qui permettaient de garantir des prix minimums au producteur. Au départ, il n'y avait pas de limite quantitative, « mais, avec l'arrivée (notamment) de la Grande-Bretagne et du Danemark dans l'UE, on a vite obtenu une situation de surplus ingérables, explique le professeur d'économie rurale Philippe Burny. La Commission avait alors décidé de continuer le système de prix garanti en y ajoutant des limites quantitatives: chaque producteur s'était vu définir une quantité maximale pour laquelle il obtenait un prix minimum garanti. »

La donne a encore évolué avec l'agrandissement de l'Europe à l'Est. Philippe Burny: « On s'est orienté, prudemment, vers une réduction du prix garanti – alors nettement supérieur à celui en vigueur sur le marché mondial – en compensant avec des aides directes aux revenus. Jusqu'à arriver à une suppression pure et simple des quotas laitiers en avril dernier. « A présent, les producteurs sont donc théoriquement complètement exposés au cours du marché mondial avec une grande variabilité des prix, engendrée par les fluctuations de l'offre et de la demande. »

Les efforts belges? « Une goutte de lait dans l'océan blanc »

Mais, selon Philippe Burny, on ne peut pas pour autant dire que la régulation est inexistante: « Quand l'UE a décidé de supprimer les quotas laitiers, on s'est bien rendu compte que ça pouvait conduire à une production excessive, et donc des prix bas. Les aides

directes compensatoires ont permis "l'atterrissage en douceur" (ou "soft landing"). Par ailleurs, l'UE veut favoriser le contrôle du marché par l'interprofessionnalisation. » Comme dans le secteur des fruits et légumes où le regroupement des producteurs, collecteurs, transformateurs et distributeurs permet au marché de s'autoréguler. « Depuis des siècles, c'est plus un rapport de force interne qu'une mise en commun qui définit les objectifs communs. Là on demande aux acteurs privés de jouer le jeu sous l'égide des pouvoirs publics. »

Mais, en l'absence d'une autorégulation à l'échelle européenne et vu la petite taille et l'ouverture¹ du marché belge, « la tentative reste vaine. Avec les principaux acteurs internationaux qui deviennent gigantesques, en ce compris les coopératives de collecte, les éleveurs de nos régions perdent totalement le contrôle du devenir de leur lait et du prix de vente qu'ils vont obtenir de leur livraison », déplore Philippe Burny.

Toujours plus gros, partout

« Je crois qu'il n'existe quasiment plus de petites laiteries aujourd'hui », ajoute Philippe Burny. Et la vente directe de lait ne représente quasi rien: « Si l'agriculteur d'une exploitation qui produit 300.000 litres de lait en écoule 10% via sa ferme, c'est énorme! » Toutes les laiteries récoltent des millions de litres de lait: « Au Danemark, par exemple, il n'y a plus qu'une seule laiterie pour tout le pays et celle-ci se fournit aussi en Allemagne et même en Wallonie! Ce sont des sortes d'usines multinationales. »

¹ On ne sait quasiment plus identifier le lait belge, car il part en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, etc.; tandis que les consommateurs belges trouvent, indifférencié dans les supermarchés, le lait des pays susmentionnés

Dans cet article

Philippe Burny, professeur d'économie rurale et spécialiste de la PAC à la Faculté d'agronomie de Gembloux.

Erwin Schöpges, producteur laitier, membre du Groupement de producteurs laitiers MIG (Milcherzeuger Interessengemeinschaft) et de l'European Milk Board (EMB); président de Fairebel.



Dans une laiterie paysanne au Kenya. À relire également, notre article paru en 2009 sur le modèle kenyan de production du lait : « Jacques Berthelot, modèle kenyan, le secteur informel du lait à la rescousse. » Défis Sud, septembre 2009. Photo © Frédéric Courbet/Panos.

Parallèlement, le producteur laitier belge Erwin Schöpges fait un constat similaire du côté des exploitations : « *Le discours de tous, même des syndicats, est de ne surtout pas toucher au changement structurel qui favorise l'agrandissement des exploitations ; et donc de faire disparaître les plus petites autour... C'est honteux, toutes ont le droit d'exister. La Commission pense qu'on va arriver à une sorte d'équilibre naturel. Pourtant, en 30 ans, 90% des exploitations ont disparu et la situation ne s'est pas améliorée pour autant...* » En effet, malgré certaines adaptations, les aides de la PAC restent toujours proportionnelles à la taille des exploitations.

Philippe Burny fait la même critique : « *Avec son taux de chômage élevé, l'Europe devrait être davantage favorable à une agriculture à taille humaine et à un emploi non délocalisable. Ceux qui ont les moyens de s'en sortir sont déjà compétitifs. L'argument de la difficulté du calcul du nombre exact de travailleurs ne tient pas la route.* »

Produire n'importe quoi à n'importe quel prix ou se battre contre la standardisation ?

Erwin Schöpges mène un combat similaire envers ses pairs : « *Faire comprendre aux agriculteurs que la main-d'œuvre représente un coût. Puis, quand tu as 300 vaches, tu ne peux plus te permettre de les emmener en pâturage, tu es obligé de t'industrialiser. Je ne vais pas jusqu'à dire que les éleveurs concernés traitent mal leurs bêtes mais elles sont sûrement nourries au 100% non-naturel et doivent avoir du rendement... Il faut changer cette manière de réfléchir.* »

À ce sujet, Philippe Burny évoque les circuits courts de produits de qualités différenciées : « *L'agriculteur se contente trop souvent d'être producteur de matière première et ne s'occupe pas de l'aval ; c'est pourtant là où il y a prise de valeur, en général. Par exemple, on connaît tous plusieurs types de fromages français, certains sont même réclamés dans le monde entier.* » À la base, le lait utilisé est

Le système européen a favorisé l'agrandissement des exploitations.

Il n'y a pas de mesure structurelle envisagée qui nécessiterait une réforme de la politique agricole commune.

indifférencié. C'est dans la transformation et commercialisation qu'il faudrait plus s'investir pour créer de la valeur ajoutée.

Le défi est aussi dans le maintien de l'activité économique locale. Selon Philippe Burny, «*si on ne se bat pas là, il ne reste que les coûts de production comme marge possible. Cela voudrait dire tripler, quadrupler la surface des fermes (55 hectares chez nous en moyenne pour l'instant) et ainsi disparaîtraient encore beaucoup d'exploitations et d'emplois... Qui plus est, qui dit standard, dit délocalisable: pourquoi ne pas acheter du lait chinois demain?*»

Depuis début 2015, c'est à nouveau la crise dans le secteur

En attendant, la crise n'est pas finie et les mesures prises depuis 2009 par l'UE pour la régler ne fonctionnent pas à long terme. «*Certaines n'ont même pas marché temporairement*», s'indigne Erwin Schöpges.

La première mesure proposée par la Commission était la prolongation du stockage privé: «*Quand la production augmente trop et fait chuter les prix sur le marché, les laiteries ont à présent la possibilité de stocker du lait pendant six mois. C'est l'Europe qui paie. Au fond, cette mesure n'est pas mauvaise, mais elle a peu d'influence à long terme et ne fait que reporter le problème.*» Et Erwin Schöpges d'enchaîner avec un récent exemple tragique: «*Aux Pays-Bas, la production nationale augmente chaque année de quasiment 10%, donc plus besoin des agriculteurs belges. C'est ainsi que Campina a mis à la porte 450 producteurs belges: dans six mois, ils ne seront plus collectés... Les laiteries jouent vraiment avec leurs producteurs...*»

Alors, partout en Europe, pourquoi ne pas offrir la possibilité aux agriculteurs de réduire leur production? «*Pour le lait, 2% de production en moins pour une exploitation de 50 vaches, cela voudrait dire une vache en moins. Ce n'est rien! Les agriculteurs seraient capables de le faire car s'il y a bien quelque chose qu'ils maîtrisent, c'est leur exploitation.*»

Exportations: stop ou encore?

La deuxième grande mesure proposée récemment par la Commission (et soutenue par les laiteries) est l'offensive à l'export et la recherche de nouveaux marchés. «*Avec celle du prix minimum garanti, la question des aides à l'exportation revient systématique-*

ment en période de crise», souligne Philippe Burny, «*les PED déploient leur propre production, mais des multinationales comme Danone ou Nestlé se positionnent de plus en plus sur ces marchés et de grands producteurs chez nous commencent à se dire qu'il faut y investir. De temps en temps, l'augmentation de la production a été supérieure à l'augmentation de la demande anticipée et les prix se sont effondrés: lois d'un marché classique, mondialisé et très mouvant.*» La question est pareillement apparue dans le secteur du sucre: «*L'idée des quotas sucriers, c'était d'avoir un quota de base qui correspondait à la consommation intérieure et, au-delà, le prix était celui compétitif du marché mondial. Pourquoi ne pas faire la même chose pour le lait: stopper la distorsion de la concurrence et ses effets pervers au Sud.*»

Quelles seraient les mesures structurelles à adopter?

Et, en dehors du stockage et de l'exportation, d'autres propositions à signaler? «*La Commission parle de nouveaux crédits sauf que les banques ne jouent pas le jeu et que cela signifie l'hypothèque de sa terre pour l'agriculteur*», se désole Erwin Schöpges. Alors qu'il est le premier de l'UE, le budget de la PAC (50 milliards par an) pare au plus pressé: «*payer les primes en avance, faire des moratoires sur les emprunts, etc. On joue sur le temps en espérant que les prix remontent et que les agriculteurs pourront faire face à leurs dépenses*», commente Philippe Burny. «*Mais, à ma connaissance, il n'y a pas de mesure structurelle envisagée qui nécessiterait une réforme de la PAC.*»

Car il serait impossible de réformer à 28, avancent certains: «*Ce sont beaucoup d'efforts mais on a vu que c'était possible² en matière d'environnement et de traçabilité. Pourquoi ne pas faire le même travail sur les aspects socio-économiques?*» s'interroge Philippe Burny. «*Certains s'opposent à la réinstauration de quotas, mais, au-delà, il faut se poser la question des subventions encore et toujours en faveur des grandes exploitations (1^{er} pilier) et des aides à l'investissement qui devraient être mieux orientées vers des produits plus spécifiques et innovants ou des groupements de producteurs qui maîtrisent leur marché et leurs prix (2^e pilier)*». ♦

² Le Commissaire Ciolos avait lancé une consultation publique des grandes idées de réforme de la PAC en octobre 2010, qui a abouti en novembre 2013 à des accords.

Evo ou le difficile exercice du pouvoir

Un entretien avec
Juan Carlos Alarcón

Le Centre de recherche et de promotion paysanne (Cipca)

Cipca (Centro de Investigación y Promoción del Campesinado) est un centre de recherche bolivien consacré au développement rural et à l'économie paysanne indigène. Le Centre défend les droits politiques des peuples autochtones, l'égalité, la participation sociale et interculturelle.

Avec l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales en 2006, un modèle sociétal de développement solidaire, inclusif et durable (le « vivre bien ») devait voir le jour en Bolivie. Mais près d'une décennie plus tard, après néanmoins quelques progrès notables, force est de constater qu'il reste bien du chemin à parcourir pour mettre en œuvre le grand projet du premier gouvernement socialiste-indigène de l'histoire du pays, de plus en plus proche des secteurs industriels et de l'agroproductivisme. Tentative de décryptage avec Juan Carlos Alarcón, directeur régional du Cipca de Cochabamba.

Défis Sud : Comment définiriez-vous le « vivre bien » ?

Juan Carlos Alarcón : Je dirais que c'est une sorte de paradigme de vie, qui émane des peuples indigènes et paysans, de leur conception du monde et de leurs habitudes de vie. J'y vois une réponse à la crise civilisationnelle que traverse le monde d'aujourd'hui, une alternative au modèle de développement néolibéral, car c'est une vision holistique des choses, qui prend en compte l'intégralité du système dans lequel nous vivons, en ce compris, bien sûr, le vivant et la nature au sens large.

DS : Cela ne concerne donc pas que le monde agricole ?

JCA : En effet. La notion de « vivre bien » porte aussi bien sur l'organisation de la vie en société, la culture, l'identité, les valeurs, les principes et l'éducation... que sur la manière de gouverner, d'exercer le pouvoir, de produire et d'échanger des biens économiques. C'est un modèle global de vie pour l'Homme en général, qui va à l'encontre de tout le modèle capitaliste et consumériste.

DS : Dans quelle mesure ce modèle est-il soutenu par la population du pays ?

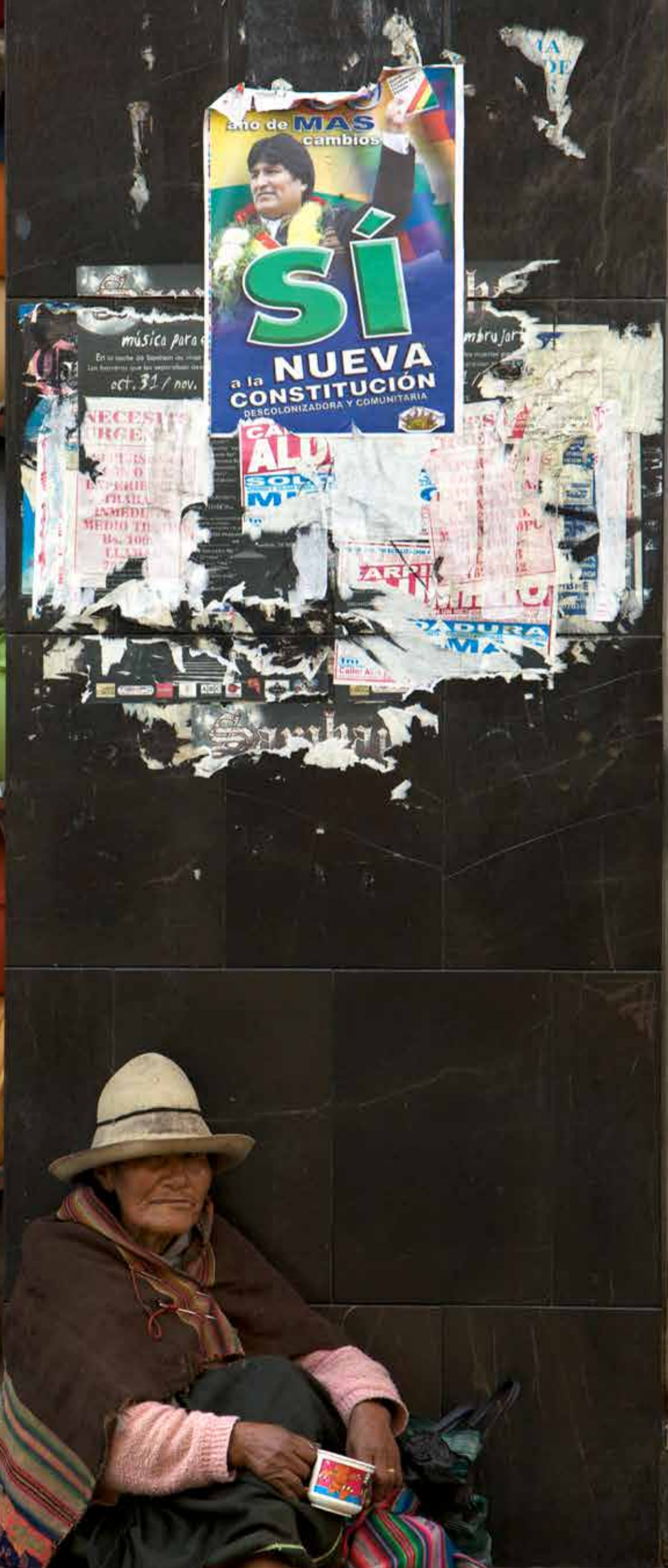
JCA : Il l'est par l'ensemble de la population indigène et paysanne, qui constitue quand

même la majeure partie des Boliviens. Ce qui ne revient pas à dire que tous, parmi eux, appuient l'actuel gouvernement qui, par certaines politiques et prises de décisions, a contrarié une partie de ceux qui ont voté pour lui. L'adhésion au paradigme du « vivre bien » est une chose, le soutien affiché au gouvernement en place, même s'il prétend défendre ce paradigme, en est une autre.

DS : Comment ce paradigme peut-il se traduire concrètement ? Par le biais de quelles mesures, ou politiques... ?

JCA : C'est une vaste question... et un défi auquel est confronté le gouvernement de Morales lui-même, qui ne sait pas toujours non plus comment appliquer ce modèle à la « vraie vie ». Le concept en lui-même est cohérent, mais faire en sorte qu'il se concrétise, se réalise dans nos existences est une question plus ardue, le « vivre bien » étant avant tout une manière d'envisager le fonctionnement de la vie humaine au sens large, une « mentalité » à adopter, qui consiste à se soucier autant de l'ensemble de ce qui nous entoure, et de ceux qui viendront après nous, que de nous-mêmes. En bref, c'est surtout une position idéaliste et idéologique.

DS : Cette position ne s'accompagne-t-elle pas, toutefois, d'un espoir, d'une perspective – proche ou lointaine – de la traduire dans la réalité ?



Le « vivre bien » se concrétise à petite échelle mais pas au niveau national.

JCA: À ce stade, c'est une idéologie qui se concrétise à petite échelle au sein des communautés indigènes, avec des décisions qui se prennent dans les assemblées locales, régies selon le principe de solidarité et de soutien mutuel. Le problème, effectivement, est d'appliquer ce fonctionnement, cette façon d'être en société, à l'ensemble du pays, au-delà des seules communautés.

DS: *L'actuel gouvernement suit-il une politique pour mettre en œuvre ce modèle ?*

JCA: Le plus loin que l'État soit allé dans ce sens est en fait la Constitution réformée de 2009, qui pose les principes du « vivre bien », censés guider le développement du pays, lui donner un cap. On peut bien sûr aussi évoquer l'ensemble des mesures et politiques adoptées en faveur des populations indigènes et paysannes: entre 2006 et 2009-2010 d'abord, avec des projets d'irrigation dans les Andes, la délimitation, la cadastration et la redistribution de terres au profit des paysans, les efforts de mécanisation des cultures, un accès facilité aux fonds publics et aux intrants agricoles... Puis le gouvernement s'est lancé dans des programmes à plus long terme: la loi de 2011 intitulée *Revolución productiva agropecuaria*, qui comprend 16 politiques, pour la plupart tournées vers les petits producteurs, et dont quatre sont actuellement mises en œuvre (assurances agricoles, irrigation, accès au crédit et facilitation de l'importation des machines agricoles); la *Agenda patriótica*, qui comprend 13 « piliers » touchant à l'agriculture, la santé, l'éducation, etc.; sans oublier le programme de la « décennie de l'irrigation », qui doit surtout bénéficier, là encore, aux petits producteurs en faisant passer la surface irriguée du pays de 240 000 à 1 240 000 hectares (c'est-à-dire la quintupler). Enfin, on peut citer aussi les nationalisations d'entreprises, qui ont lieu chaque année depuis l'arrivée au pouvoir de Morales...

DS: *Pour autant, tout ne va pas dans ce sens dans la politique du gouvernement... Il est notamment question d'un rapprochement, depuis plusieurs années déjà, entre le gouvernement et le secteur (agro-)industriel, qui va à l'encontre du projet du « vivre bien »...*

JCA: C'est un fait. On peut même dire que, depuis 2009 ou 2010, le gouvernement soutient plutôt le modèle de développement industriel néolibéral. C'est manifeste avec les décisions d'investir les revenus provenant de la vente d'hydrocarbures dans des monocul-



Juan Carlos Alarcón se dit
« ni pessimiste ni optimiste »...
Illustration © Philippe de Kemmeter.

tures, l'énergie hydroélectrique, la construction de routes ou encore, récemment, une usine d'urée et d'ammoniac (pour fabriquer des fertilisants), bref, dans des activités qui ont un impact négatif sur l'environnement, alors qu'on pourrait consacrer cet argent à des énergies propres (l'éolien, le solaire, etc.), sans impact. Mais l'exemple le plus parlant est peut-être ce qui est en train de se passer avec le projet agricole du gouvernement d'étendre la surface cultivée du pays d'1 million d'hectares par an d'ici à 2025, afin d'assurer la sécurité alimentaire du pays et de générer des revenus d'exportation (pour compenser la baisse du prix des hydrocarbures et des minerais), un projet qui est en passe d'être accaparé par les agro-industriels.

DS: *Qu'est-ce qui, de la part d'un gouvernement se déclarant opposé à ce type de développement, justifie cela ?*

JCA: D'abord le fait que la Bolivie, comme le reste du monde, n'est pas un pays isolé, coupé du système économique mondial qui, précisément, évolue surtout dans le modèle néolibéral. Le pays est donc obligé, pour disposer de revenus, de fonctionner dans ce sys-

Les jeux ne sont pas faits, Tout peut encore se passer...

tème, avec les possibilités et les ressources qui sont les siennes, à savoir l'extraction et la vente d'hydrocarbures, de minerais et autres matières premières. Mais il y a aussi d'autres raisons, plus internes, comme la volonté affichée du gouvernement d'être «inclusif», de prendre en compte tous les secteurs (contrairement aux gouvernements d'avant 2006 qui ne travaillaient qu'avec le secteur industriel), même si cela peut dissimuler des raisons électoralistes, le souci d'attirer dans son orbite une partie de l'élite économique du pays...

Il y a aussi le fait que, depuis 2009, le président et son parti (le MAS – Movimiento al Socialismo) détiennent deux tiers des sièges à l'Assemblée. Du coup, il y a moins d'opposition, moins de pression adverse, et le gouvernement se sent plus libre d'exercer le pouvoir comme il l'entend, d'investir tantôt dans le modèle du «vivre bien», tantôt dans le modèle industriel néolibéral. Certains – dont je ne fais pas vraiment partie – évoquent même une droitisation du pouvoir liée aux dernières élections de 2014, qui ont placé davantage d'acteurs du secteur privé à certains postes de décision...

Enfin, s'agissant du secteur agricole, et notamment du projet – cité plus haut – d'augmentation massive de la production en repoussant la frontière agricole, il faut préciser que les agro-industriels sont en train de supplanter les petits producteurs parce que ceux-ci, trop centrés sur leur agenda politique depuis 2006, n'ont pas été à même de faire des propositions concrètes et chiffrées pour répondre à l'appel d'offres lancé par le gouvernement, contrairement aux agro-industriels, jugés pour le coup plus aptes à mener le projet à bien, malgré toutes les conséquences néfastes que cela peut comporter sur l'environnement (recours aux OGM, déforestation, monocultures, etc.) et sur le devenir de la petite paysannerie dans le pays, qui pourra difficilement tenir tête à l'agroproductivisme.

DS: *Les communautés indigènes et paysannes, en échouant à produire un programme précis et crédible d'exploitation des nouvelles terres cultivables à venir, ont donc aussi une part de responsabilité ?*

JCA: Assurément, même si les principales raisons de ce rapprochement entre le gouverne-

ment et le secteur (agro-)industriel restent, me semble-t-il, ancrées dans le système économique néolibéral qui prévaut partout et dont la Bolivie, comme les autres pays, ne peut s'abstraire si elle veut survivre. Néanmoins, en effet, les paysans, qui continuent à célébrer, au détriment du reste, leur victoire politique de 2006, portent aussi une part de responsabilité dans le soutien croissant du gouvernement au secteur agro-industriel. Ils doivent mettre un terme à la fête à laquelle ils ont le sentiment de participer depuis bientôt dix ans... pour s'impliquer davantage dans l'action gouvernementale, proposer et exiger plus, et véritablement travailler à leur propre changement.

DS: *Enfin, la situation des paysans a-t-elle évolué ces dix dernières années ?*

JCA: Oui, je dirais que les choses ont en fait beaucoup changé, mais pas nécessairement sur le plan matériel ou économique (du moins pour l'instant). Ce qui a changé surtout, c'est la manière de considérer les populations indigènes et paysannes, désormais représentées au sein d'un gouvernement, et la considération que ces populations ont pour elles-mêmes. Elles s'affirment et s'assument bien davantage et ça, c'est un réel progrès.

DS: *Comment voyez-vous l'avenir du «vivre bien» ?*

JCA: Je ne suis ni optimiste ni pessimiste, mais simplement dans l'expectative. Il faut reconnaître que le gouvernement de Morales, depuis 2009-2010, s'est plus investi dans le modèle industriel néolibéral que dans celui qu'il prétend défendre depuis son arrivée au pouvoir, pour les raisons évoquées plus haut, et que si cette tendance se poursuit, le projet du «vivre bien» pourrait bien perdre toute crédibilité et s'effacer peu à peu au profit du modèle néolibéral que le pays n'a que trop connu jusqu'ici. Mais les jeux ne sont pas faits, tout peut encore se passer, d'autant que nous sommes, me semble-t-il, à un moment de l'histoire propice à la dynamisation de ce processus, avec la prise de conscience croissante, de plus en plus planétaire, que le modèle capitaliste et consumériste qui prévaut depuis longtemps ne peut suffire à assurer un avenir socialement et écologiquement souhaitable à l'ensemble du monde. ♦

Plaidoyer des organisations de producteurs d'Afrique de l'Ouest pour réformer l'OMC

Treize plates-formes paysannes d'Afrique de l'Ouest membres du ROPPA (Réseau des Organisations & de Producteurs d'Afrique de l'Ouest) revendiquent une réforme de l'OMC et des politiques agricoles en fonction de la souveraineté alimentaire.

Selon le ROPPA, la sécurité alimentaire de l'Afrique de l'Ouest comme la résorption du chômage des jeunes ne seront assurés à moyen et long terme qu'en garantissant des prix agricoles rémunérateurs et stables, permettant aux agriculteurs d'autofinancer eux-mêmes la nécessaire hausse de production alimentaire. Cela suppose une hausse progressive de ces prix à la fois par des prélèvements variables à l'importation et par des achats publics à des prix rémunérateurs dès la récolte, en constituant des stocks publics qui seraient redistribués à des prix subventionnés aux consommateurs défavorisés.

Pour que ces objectifs soient atteints, le ROPPA rappelle qu'il est indispensable que la CEDEAO (Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest, l'instance régionale) soit membre à part entière de l'OMC et parle au nom de ses 15 États membres et dispose de droits de douane agricoles consolidés qui lui permettent de faire varier ses droits appliqués en fonction du contexte économique.

La souveraineté alimentaire constitue le droit de chaque pays de définir sa protection à l'importation



et les niveaux et types de subventions agricoles sans dumping à l'exportation. Les pays peuvent choisir le libre-échange des produits pour lesquels ils n'ont pas le potentiel suffisant pour augmenter la production à des coûts raisonnables. Dans cette perspective, le ROPPA revendique une révision de certaines règles de l'OMC, qui sont détaillées dans le document rédigé au terme de la dixième Conférence ministérielle de l'OMC organisée à Nairobi (Kenya) du 15 au 19 décembre 2015.

L'OMC conditionne encore énormément l'avenir des paysans du Sud, mais aussi du Nord et sa réforme s'avère nécessaire pour dégager de réelles perspectives à l'agriculture familiale !

— Lire le document du Roppa : sur le site de SOS Faim : www.sosfaim.org

MOBILISATION CLIMAT

Bruxelles/Ostende : SOS Faim y était !



Envie d'un nouveau challenge en 2016 ?

En décembre, les interdictions répétitives à manifester à Paris, Bruxelles et Ostende n'auront pas eu raison de notre motivation. L'équipe et les bénévoles SOS Faim ont d'abord répondu présents à l'appel de la chaîne humaine ralliant deux points stratégiques de Bruxelles : la Bourse et le Palais de Justice. Car finalement, pour qu'on puisse parler de justice climatique, il faut intégrer les préoccupations des producteurs agricoles du Sud, nos partenaires et prévoir des budgets en conséquence !

Le dimanche suivant, le 6 décembre : destination Ostende. Une mobilisation sans précédent a fait le déplacement jusqu'à la côte belge puisque les organisateurs estiment que 14.000 personnes étaient présentes pour marcher sur la digue et puis reconstituer une chaîne humaine sur la plage. Le tout dans une ambiance très festive ponctuée par des check points.

— Plus d'infos sur les mobilisations climat présentes et à venir de SOS Faim sur : www.sosfaim.be

Publications de SOS Faim

Les jalons de la mobilisation

À côté de Défis Sud, d'autres publications de SOS Faim répondent à la mission d'information du public sur les réalités vécues par nos partenaires du Sud. Ces publications sont les premiers jalons de la mobilisation.



Dynamiques paysannes

Une publication consacrée au développement des organisations paysannes, de l'agriculture et du monde rural. En raison de l'importance économique et sociale de l'agriculture dans les pays du Sud, SOS Faim a toujours privilégié le secteur agricole dans ses actions de soutien. Derniers numéros parus :

- N°38 Le pari coopératif : le café et le cacao au Pérou
- N°37 Les effets des importations de riz dans deux pays ouest-africains : les cas du mali et du sénégal
- N°36 Les défis des éleveurs : le cas du Bénin en Afrique de l'Ouest



Zoom microfinance

Une newsletter consacrée à la présentation d'initiatives en matière de microfinance. Depuis 15 ans, SOS Faim appuie des programmes de microfinance et souhaite partager ses expériences. Derniers numéros parus :

- N°45 La performance sociale : plus qu'une belle vitrine ?
- N°44 Le fonds de garantie, une réponse au risque de crédit agricole
- N°43 Effets de la réglementation en microfinance : le cas de l'Afrique de l'ouest



Dajaloo

Se rassembler pour faire changer les choses !
Le magazine qui donne cinq fois par an des idées pour agir au Nord et propose des articles abordables sur :

- Les grandes questions du petit monde du développement.
- Les prises de position et les projets de nos partenaires.
- Les actions de mobilisation de SOS Faim.
- Les actes à poser pour faire changer les choses.

Pour vous abonner gratuitement : cra@sosfaim.org

Les numéros sont consultables sur notre site web : www.sosfaim.org